



Aktivitäten und Erfolge 2017
Activités et succès 2017

Konzept und Gestaltung/concept et graphique:
www.muellerluetolf.ch

Fotos/photos:

Titel, S./p. 6, 7, 10-13, 20, 39, 40: Fabian Lütolf

S./p. 44: Brücke • Le pont

S./p. 8, 40, 43: Travail.Suisse

Sommaire

Avant-propos du président	6
Organisation et activité	8
Economie et marché du travail	12
Politique de l'égalité	16
Politique sociale	18
Politique de migration	22
Politique de formation	24
Politique environnementale et énergétique	26
Politique extérieure	28
Politique financière et fiscale et service public	30
Activité parlementaire	32
Votations fédérales	34
Information et relations publiques	36
Jeunesse.Suisse	38
Institut de formation pour les travailleurs et travailleuses ARC	40
Œuvre d'entraide Brücke • Le pont	42
Représentations de Travail.Suisse	46
Effectif des membres des organisations affiliées	48
Adresses	50

Inhalt

Vorwort des Präsidenten	7
Organisation und Tätigkeit	9
Wirtschaft und Arbeitsmarkt	13
Gleichstellungspolitik	17
Sozialpolitik	19
Migrationspolitik	23
Bildungspolitik	25
Energie- und Umweltpolitik	27
Aussenpolitik	29
Finanz- und Steuerpolitik und Service public	31
Parlamentsarbeit	33
Eidgenössische Abstimmungen	35
Informations- und Öffentlichkeitsarbeit	37
Jeunesse.Suisse	39
Bildungsinstitut für Arbeitnehmende ARC	41
Hilfswerk Brücke • Le pont	43
Vertretung von Travail.Suisse in Kommissionen und Organisationen	47
Mitgliederbestand der Mitgliedsorganisationen	49
Adressen	51

A propos de nous

**Travail.Suisse est une organisation
faitière indépendante qui regroupe
environ 150 000 travailleurs et
travailleuses en Suisse**

Travail.Suisse défend les intérêts de ses membres sur le plan de l'économie et de la politique. Dans ce contexte, son objectif premier est des conditions

cadres garantissant aux travailleurs et travailleuses de bonnes conditions de travail, une solide formation initiale et continue et une couverture sociale fiable.

Travail.Suisse focalise ses activités surtout sur le marché du travail, la politique sociale et les assurances sociales, la formation initiale et continue, la conciliation du travail et de la famille, la politique financière et fiscale, la politique énergétique et environnementale ainsi que la politique migratoire.

Travail.Suisse agit en toute autonomie et est neutre sur le plan politique. Travail.Suisse entretient d'étroites relations avec le gouvernement et les autorités, le Parlement et les partis ainsi qu'avec d'autres associations économiques.

Travail.Suisse souscrit au partenariat social. Un partenariat cohérent entre les travailleurs et travailleuses et les employeurs est une condition essentielle à la stabilité de notre pays. Le dialogue au lieu de la confrontation, telle est la devise de Travail.Suisse.

Travail.Suisse se penche en temps utile sur les thèmes importants pour les travailleurs et travailleuses et son apport suit toutes les étapes du processus politique. Dans cette démarche, l'organisation s'appuie sur un échange de vues avec ses fédérations affiliées.

Travail.Suisse siège dans des groupes d'experts et des commissions extra-parlementaires et se prononce, dans le cadre de procédures de consultation, sur toutes les modifications de loi qui concernent les travailleurs et travailleuses. Travail.Suisse étaye cette activité par un travail de relations publiques soutenu.

Travail.Suisse a la capacité de lancer des initiatives et des référendums. L'organisation dispose ainsi d'instruments d'interventions qui ne peuvent être ignorés.

Les organisations suivantes sont affiliées à Travail.Suisse: Syna, Organizzazione Cristiano-Sociale Ticinese OCST, Hotel & Gastro Union, transfair, Syndicats chrétiens interprofessionnels du Valais SCIV, Angestelltenvereinigung AV Angestellte ABB, Fédération des Associations de Professeurs des Hautes écoles spécialisées suisses FH-CH, Fédération suisse des représentations du Personnel de l'Economie Electrique FPE, Employés Droguiestes Suisse, Fédération chrétienne des travailleurs et travailleuses hongrois/es de Suisse VUCAS.

In eigener Sache

Travail.Suisse vertritt die Interessen der Mitglieder in Politik und Wirtschaft. Oberstes Ziel ist die Schaffung der Voraussetzungen, welche den Arbeitnehmenden gute Arbeitsbedingungen, eine solide Aus- und Weiterbildung und eine verlässliche soziale Absicherung gewährleisten.

Travail.Suisse ist vor allem aktiv zu den Themen Arbeitsmarkt, Sozialpolitik und Sozialversicherungen, Aus- und Weiterbildung, Vereinbarkeit von Beruf und Familie, Finanz- und Steuerpolitik, Energie- und Umweltpolitik sowie Migrationspolitik.

Travail.Suisse handelt unabhängig und ist keiner Partei verpflichtet. Travail.Suisse pflegt enge Beziehungen zu Regierung und Behörden, Parlament und Parteien sowie Wirtschaftsverbänden.

Travail.Suisse bekennt sich zur Sozialpartnerschaft. Eine gut funktionierende Partnerschaft zwischen Arbeitnehmenden und Arbeitgebenden ist eine zentrale Voraussetzung für die Stabilität unseres Landes. Dialog statt Konfrontation lautet die Devise von Travail.Suisse.

Travail.Suisse greift arbeitnehmerrelevante Themen frühzeitig auf und gestaltet sie über alle Etappen des politischen Prozesses mit. Die Organisation stützt sich dabei auf den intensiven Meinungsaustausch mit ihren Mitgliedsverbänden.

Travail.Suisse hat Einsitz in Expertengruppen und ausserparlamentarischen Kommissionen und nimmt im Rahmen des Vernehmlassungsverfahrens zu allen arbeitnehmerrelevanten Gesetzesänderungen Stellung. Travail.Suisse verstärkt diese Arbeit durch konsequente Öffentlichkeitsarbeit.

Travail.Suisse ist initiativ- und referendumsfähig. Damit verfügt die Organisation über Handlungsinstrumente, die nicht ignoriert werden können.

Travail.Suisse hat folgende Organisationen als Mitglieder: Syna, Organizzazione Cristiano-Sociale Ticinese OCST, Hotel & Gastro Union, transfair, Syndicats chrétiens interprofessionnels du Valais SCIV, Angestelltenvereinigung AV Angestellte ABB, Verband der Fachhochschuldozierenden Schweiz FH-CH, Verband der Personalvertretungen der Schweizerischen Elektrizitätswirtschaft VPE, Angestellte Drogisten Suisse, Verband der Ungarischen Christlichen Arbeitnehmer/innen der Schweiz VUCAS.

Travail.Suisse ist der unabhängige Dachverband von rund 150000 Arbeitnehmenden in der Schweiz

Avant-propos du président



Les travailleurs et travailleuses n'avaient rien de bon à attendre du Parlement issu des élections fédérales d'octobre 2015. Il est dès lors important de donner un changement d'orientation. En 2017 aussi, Travail.Suisse s'est engagé avec détermination pour les travailleurs et travailleuses, à la demande de ses différentes fédérations.

Victoire concernant la réforme de l'imposition des entreprises III

Le succès du référendum contre la réforme de l'imposition des entreprises III a permis de stopper des baisses d'impôts insolentes pour les entreprises. Le peuple nous a suivis en rejetant l'objet soumis à votation avec 59.1 pourcent, un signe clair. Il est aussi réjouissant que l'on ait trouvé une solution compatible avec les accords bilatéraux pour la mise en œuvre de l'initiative sur l'immigration de masse avec l'obligation de communiquer les postes vacants. Travail.Suisse fonde de grands espoirs sur cette obligation. L'ordonnance du Conseil fédéral doit maintenant fixer de manière claire les seuils à appliquer, ce qui va solliciter fortement les cantons avec leurs offices régionaux de placement (OP) et l'économie également. Cette dernière devra faire la preuve qu'elle utilise bien la main-d'œuvre indigène et qu'elle ne se contente pas de recruter simplement de la main-d'œuvre à l'étranger. Elle doit investir aussi dans la formation continue et pour l'employabilité des travailleuses et travailleurs âgés.

Défaite avec la Prévoyance vieillesse 2020

L'UDC et le PRD n'ont juste pas la majorité absolue au Conseil national. Cela fut déterminant pour

parvenir à un compromis sur la Prévoyance vieillesse 2020, avec juste les 101 voix nécessaires. En dépit de notre grand engagement avant la votation du 24 septembre, nous avons échoué de justesse à trouver une majorité auprès du peuple. Le projet aurait permis de stabiliser l'AVS et les caisses de pension pour les prochaines années. Malheureusement « la gauche de la gauche » n'était pas prête à soutenir le compromis et a rendu possible une victoire d'étape pour le camp des employeurs avec leur rejet. Une nouvelle lutte commence dès lors pour trouver une solution à un financement durable de l'AVS et des caisses de pension. En tant que partenaire social national, Travail.Suisse est prié, à la requête du Conseil fédéral, de chercher une solution pour le 2^{ème} pilier en discutant autour d'une table avec les employeurs. Nous allons discuter de manière constructive pour avoir des résultats qui ne doivent pas être défavorables qu'aux travailleurs et travailleuses, faute de quoi, on ne les acceptera pas.

Succès avec l'initiative pour le congé paternité

Bien que nos fédérations membres aient réussi, aussi l'année passée, à ancrer un congé paternité pour les nouveaux pères, ou à en prolonger la durée, dans de nombreuses conventions collectives de travail, nous voulons obtenir au niveau politique un congé paternité de quatre semaines sur le modèle de l'assurance-maternité. Nous avons déposé avec les organisations partenaires notre initiative le 4 juillet, à peine un an après le lancement de la récolte de signatures. Nos propres fédérations ont passé de très nombreuses heures pour la récolte de signatures. Je les remercie toutes pour cela! Une nouvelle fois, la preuve est faite: Travail.Suisse est capable de faire aboutir une initiative populaire. Après l'initiative sur les allocations familiales et l'initiative pour 6 semaines

de vacances, Travail.Suisse a lancé avec succès, depuis sa fondation en décembre 2002, sa troisième initiative populaire. Le rejet par le Conseil fédéral de l'initiative pour un congé paternité ne doit pas dissuader le Parlement, lorsqu'il délibérera, de faire fi de la pression de la société. Nous voulons le congé paternité maintenant! Nous continuons notre lutte.

Malheureusement, nous n'avons pas réussi à maintenir notre base de membres. L'Association romande des logopédistes diplômés ARLD a décidé de nous quitter pour la fin 2017. Même si nous pouvons en comprendre les raisons, nous regrettons cette décision. Nous sommes toutefois contents de savoir que le départ de l'ARLD ne se produit pas à cause du travail de Travail.Suisse et espérons que bientôt tous les logopédistes reviendront vers nous. Travail.Suisse est ouverte pour accueillir d'autres fédérations pour représenter ensemble les intérêts politiques au plan national. Nous mettons tout en œuvre pour être encore plus percutants. Je remercie nos fédérations membres, les membres du Comité et mes collègues du secrétariat central pour leur engagement commun. Il est réjouissant de pouvoir continuer à « forer » avec vous!

Adrian Wüthrich, président

Vorwort des Präsidenten

Anlässlich der eidgenössischen Wahlen im Oktober 2015 wurde kein Parlament gewählt, von dem die Arbeitnehmenden in der Schweiz Gutes erwarten können. Deshalb ist es wichtig, Gegensteuer zu geben. Auch 2017 erhob Travail.Suisse im Auftrag der angeschlossenen Verbände die Stimme für die Arbeitnehmenden.

Sieg bei der Unternehmenssteuerreform III

Mit dem Referendum gegen die Unternehmenssteuerreform III konnten wir einschneidende Steuerensenkungen für die Unternehmen stoppen. Das Stimmvolk ist uns gefolgt und hat mit 59.1 Prozent die Vorlage versenkt – ein deutliches Zeichen. Erfreulich ist auch, dass mit der Stellenmeldepflicht eine mit den Bilateralen Verträgen kompatible Lösung für die Umsetzung der Masseneinwanderungsinitiative gefunden werden konnte. Travail.Suisse setzt grosse Hoffnungen in die Stellenmeldepflicht. Mit der Verordnung des Bundesrates sind nun die Eckwerte klar und die Kantone sind mit ihren Regionalen Arbeitsvermittlungszentren (RAV) gefordert, ebenso die Wirtschaft. Sie muss den Tatbeweis erbringen, dass sie das inländische Arbeitskräftepotenzial nutzt und nicht einfach Arbeitskräfte aus dem Ausland rekrutiert. Sie muss auch in die Weiterbildung und in die Förderung der älteren Arbeitnehmenden investieren.

Niederlage bei der Altersvorsorge 2020

SVP und FDP haben im Nationalrat (knapp) nicht die absolute Mehrheit. Das war entscheidend, damit bei der Altersvorsorge 2020 der Kompromiss mit den geforderten 101 Stimmen verabschiedet wurde. Trotz unseres grossen Einsatzes vor der Abstimmung vom 24. September fanden wir knapp keine Mehrheit beim Stimmvolk. Mit der Vorlage hätten die AHV und die Pensionskassen für die nächsten Jahre stabilisiert

werden können. Leider war die äussere Linke nicht bereit, den Kompromiss mitzutragen, und ermöglichte der Arbeitgeberseite mit ihrer Ablehnung einen Etappensieg. Damit beginnt das Ringen um eine Lösung zur nachhaltigen Finanzierung der AHV und der Pensionskassen von neuem. Travail.Suisse ist als nationaler Sozialpartner gefordert, im Auftrag des Bundesrates am Verhandlungstisch mit der Arbeitgeberseite eine Lösung für die 2. Säule zu suchen. Wir setzen auf konstruktive Gespräche mit Resultaten, die nicht einseitig zu Lasten der Arbeitnehmenden gehen. Solche würden wir nicht akzeptieren.

Erfolg mit der Vaterschaftsurlaubs-Initiative

Obwohl es unseren Mitgliedsverbänden auch im vergangenen Jahr gelungen ist, in vielen Gesamtarbeitsverträgen den Urlaub für frischgebackene Väter zu verankern oder ihn zu verlängern, streben wir auf politischer Ebene einen bezahlten Vaterschaftsurlaub von vier Wochen analog des Mutterschaftsurlaubs an. Zusammen mit Partnerorganisationen haben wir am 4. Juli knapp ein Jahr nach dem Start der Unterschriftensammlung unsere Initiative eingereicht. Viele Stunden wurden von unseren Verbänden für die Unterschriftensammlung eingesetzt. Dafür danke ich allen! Einmal mehr hat sich gezeigt: Travail.Suisse ist fähig, eine Volksinitiative zu stemmen. Nach der Kinderzulagen-Initiative und der Initiative für 6 Wochen Ferien hat Travail.Suisse seit der Gründung im Dezember 2002 die dritte Volksinitiative erfolgreich lanciert. Die Ablehnung der Initiative für einen Vaterschaftsurlaub durch den Bundesrat soll das Parlament bei der Beratung nicht vom gesellschaftlichen Druck ablenken. Unsere Forderung für einen gesetzlich verankerten Vaterschaftsurlaub wird von der breiten Bevölkerung getragen. Wir wollen den Vaterschaftsurlaub jetzt! Wir kämpfen weiter.



Adrian Wüthrich anlässlich der Einreichung der Initiative für einen Vaterschaftsurlaub.

Adrian Wüthrich lors du dépôt de l'initiative pour un congé paternité.

Leider ist es uns nicht gelungen, unsere Mitgliederbasis zu halten. Die Association romande des logopédistes diplômés ARLD hat per Ende 2017 ihren Austritt beschlossen. Auch wenn wir die Beweggründe verstehen, bedauern wir den Entscheid. Wir sind froh zu wissen, dass der Austritt nicht wegen der Arbeit von Travail.Suisse erfolgt, und hoffen, dass bald alle Logopädinnen und Logopäden wieder zu uns stossen. Travail.Suisse ist offen für weitere Verbände, um gemeinsam die politischen Interessen auf nationaler Ebene zu vertreten. Wir setzen alles daran, noch schlagkräftiger zu werden. Ich danke unseren Mitgliedsverbänden, den Vorstandsmitgliedern und meinen Kolleginnen und Kollegen auf der Geschäftsstelle für den grossen Einsatz. Es macht Freude, mit Euch zu weiterzubohren!

Adrian Wüthrich, Präsident

Engagement pour les nouvelles et les anciennes générations

Assemblée des délégué·e·s: intense discussion sur la réforme de la prévoyance vieillesse

En 2017, la réforme de la prévoyance vieillesse 2020 s'est trouvée pendant longtemps au centre des discussions politiques. Comme cela est d'usage avec un compromis, le projet ne pouvait convaincre tous les cercles. La résistance au projet, en particulier due au relèvement de l'âge de la retraite des femmes, s'est aussi manifestée dans les rangs de Travail.Suisse et de ses fédérations affiliées. Voilà pourquoi Travail.Suisse a saisi l'occasion de l'assemblée des délégué·e·s, qui s'est tenue le 28 avril 2017 à Berne, pour présenter encore une fois les faits relatifs à ce projet et les évaluer du point de vue de la politique des travailleurs et travailleuses. Jürg Brechbühl, Directeur de l'Office fédéral des assurances sociales, a informé en primeur les délégué·e·s. Ces derniers, après une discussion nourrie, approuvèrent la réforme de la prévoyance vieillesse 2020 et le financement supplémentaire pour l'AVS par un relèvement de la TVA.

Les délégué·e·s adoptèrent aussi deux résolutions. La première demandait au Conseil fédéral de prévoir des mesures facilitant la conciliation entre la profession et les soins prodigués à des proches dans le cadre de la loi prévue pour le soutien des proches aidants. La seconde exhortait le Conseil fédéral, dans le cadre d'une nouvelle version de la réforme de l'imposition des entreprises III, à élaborer un projet prévoyant un contre-financement de la part de l'économie et qui ne soit pas mis à la charge de la population.

En 2017, la réforme de la prévoyance vieillesse 2020 s'est trouvée pendant longtemps au

Le président de Travail.Suisse, Adrian Wüthrich, s'est réjoui de pouvoir annoncer la fin prochaine de la récolte de signatures de l'initiative pour un congé paternité. Il faut partir du fait que l'on pourra déposer les 100 000 signatures encore avant les vacances d'été à la Chancellerie fédérale. Adrian Wüthrich remercia tous ceux qui se sont engagés à fond et avec grand cœur et qui ont effectivement récolté des signatures.

Comité: les questions du marché du travail en vedette

Le Comité s'est occupé de sujets, pour l'année sous revue, qui ont fait l'objet de discussions et de décisions politiques. En ont fait partie entre autres l'obligation de communiquer les postes vacants, les modifications prévues par le Parlement de la loi sur le travail, les effets de la numérisation sur le monde du travail, les conceptions concernant la poursuite du développement de la formation professionnelle ou les propositions pour une meilleure intégration des travailleuses et travailleurs âgés sur le marché du travail. Bien-sûr, on a aussi informé le Comité à chacune de ses séances sur l'état en cours de la récolte de signatures sur l'initiative sur le congé paternité et sur l'état de la campagne concernant la réforme de la prévoyance vieillesse 2020. Par ailleurs, le Comité invita, à sa séance du mois de mai, deux représentants de la SSR, avec l'ex-directeur Roger de Weck et le responsable des ressources humaines Piero Cereghetti pour discuter de l'initiative No Billag. Lors de sa retraite qui s'est tenue au mois de février à Lugano, il s'est penché en détail sur l'importance

Le Comité s'est occupé de sujets, pour l'année sous revue, qui ont fait l'objet de discussions et de

économique des accords bilatéraux pour la Suisse. Il souligna à ce sujet la nécessité absolue des mesures d'accompagnement pour empêcher de possibles conséquences indésirables de la libre circulation des personnes pour le marché du travail. Le Comité adopta aussi ses consignes de vote sur les objets des votations fédérales 2017. C'est toutefois l'Assemblée des délégué·e·s qui émit la recommandation de vote pour la réforme de la prévoyance vieillesse et le financement supplémentaire de l'AVS par la TVA. Le Comité prit aussi connaissance avec regret de la démission de l'ARLD pour la fin de 2017. La restructuration de cette fédération, la concentration de son activité sur la Suisse romande, et aussi des réflexions d'ordre financier, ont été déterminantes pour cette décision.

Ont pris part au Comité de Travail.Suisse en 2017 les membres suivants: Adrian Wüthrich (président), le Conseiller national Jacques-André Maire (vice-président), Robert Métrailler (vice-président, transfair), Diego Frieden, Arno Kerst, Carlo Mathieu, Joël Mugny, Selina Tribbia (tous Syna); Renato Ricciardi et Xavier Daniel (les deux OCST); Eric Dubuis (jusqu'à fin mai 2017), Esther Lüscher, Urs Masshardt (tous Hotel & Gastro Union); Tanja Brülisauer (transfair); Carole Furrer et Bernard Tissières (les deux SCIV); Alexander Bélaz (AV ABB); Gaston Wolf (FH-CH); Andreas Camelin (FPE); Joëlle Pitteloud (ARLD); Paul Rutz (fédérations régionales); Roman Helfer (Hotel & Gastro Union et Jeunesse.Suisse); Michel Pillo-nel (commission des retraité·e·s). Franziska Theiler, directrice de Brücke • Le pont a aussi participé aux réunions du Comité, mais sans droit de vote. En 2017 il y a eu 9 séances du Comité.

Einsatz für die ältere und jüngere Generation

Delegiertenversammlung: Intensive Diskussion über die Reform der Altersvorsorge

2017 stand über lange Zeit die Reform der Altersvorsorge 2020 im Zentrum der politischen Diskussion. Wie es bei einem Kompromiss üblich ist, vermochte die Vorlage nicht alle Kreise zu überzeugen. Auch in den Reihen von Travail.Suisse und der angeschlossenen Verbände regte sich Widerstand, insbesondere angesichts der mit der Reform verbundenen Erhöhung des Frauenrentenalters. Travail.Suisse wollte deshalb die Delegiertenversammlung, die am 28. April 2017 in Bern stattfand, dazu nutzen, nochmals die Fakten dieser Vorlage auf den Tisch zu legen und sie aus arbeitnehmerpolitischer Sicht zu bewerten. Die Delegierten liessen sich durch Jürg Brechbühl, Direktor des Bundesamtes für Sozialversicherungen, aus erster Hand informieren. Nach einer ausführlichen Diskussion beschlossen sie schliesslich, die Reform der Altersvorsorge 2020 und die Zusatzfinanzierung der AHV durch eine Erhöhung der Mehrwertsteuer zur Annahme zu empfehlen.

Die Delegierten verabschiedeten zudem zwei Resolutionen. Sie forderten den Bundesrat einerseits auf, in dem in Aussicht gestellten Gesetz zur Unterstützung pflegender Angehöriger Massnahmen vorzusehen, welche die Vereinbarkeit von Beruf und Pflege erleichtern. Andererseits richteten sie die Aufforderung an den Bundesrat, im Rahmen der Neuauflage der Unternehmenssteuerreform III eine Vorlage auszuarbeiten, die eine Gegenfinanzierung von Seiten der Wirtschaft vorsieht und nicht zu Lasten der Bevölkerung geht.

2017 stand über lange Zeit die Reform der Altersvorsorge 2020 im Zentrum der politischen Diskussion. Wie

Travail.Suisse-Präsident Adrian Wüthrich freute sich, das baldige Ende der Unterschriftensammlung zur Vaterschaftsurlaubsinitiative anzukündigen. Es sei davon auszugehen, dass die nötigen 100 000 Unterschriften noch vor den Sommerferien bei der Bundeskanzlei eingereicht werden können. Adrian Wüthrich dankte allen, die sich mit viel Herzblut und grossem Engagement für dieses Anliegen eingesetzt und tatkräftig Unterschriften gesammelt haben.

Vorstand: Arbeitsmarktliche Fragen im Zentrum

Der Vorstand befasste sich im Berichtsjahr eingehend mit den Geschäften, über die auf politischer Ebene diskutiert und entschieden wurde. Dazu gehörten unter anderem die sogenannte Stellenmeldepflicht, die vom Parlament geplanten Änderungen im Arbeitsgesetz, die Auswirkungen der Digitalisierung auf die Arbeitswelt, die Vorstellungen bezüglich der Weiterentwicklung der Berufsbildung oder die Vorschläge für eine bessere Integration der älteren Arbeitnehmenden auf dem Arbeitsmarkt. Selbstverständlich liess sich der Vorstand auch an jeder seiner Sitzungen über den Stand der Unterschriftensammlung zur Vaterschaftsurlaubsinitiative und über den Stand der Kampagne zugunsten der Reform der Altersvorsorge 2020 informieren. Zudem lud er im Mai mit dem damaligen Direktor Roger de Weck und HR-Leiter Piero Ceregatti zwei Vertreter der SRG an seine Sitzung ein, um über die No-Billag-Initiative zu diskutieren. An seiner Klausursitzung, die im Februar in Lugano stattfand, setzte er sich eingehend mit der volkswirtschaftlichen Bedeutung der bilateralen Verträge für die Schweiz

Der Vorstand befasste sich im Berichtsjahr eingehend mit



Mit grosser Mehrheit stimmten die Delegierten der Reform der Altersvorsorge 2020 zu.

Les délégué-e-s ont adopté la réforme de la prévoyance vieillesse 2020 à une large majorité.

auseinander. Er unterstrich in diesem Zusammenhang auch die Unabdingbarkeit der flankierenden Massnahmen, um mögliche unerwünschte Folgen der Personenfreizügigkeit für den Arbeitsmarkt zu verhindern. Der Vorstand fasste zudem die Parolen zu den Vorlagen, die 2017 auf eidgenössischer Ebene zur Abstimmung kamen. Die Abstimmungsempfehlung für die Reform der Altersvorsorge und die Zusatz-

**Bureau exécutif:
en avant avec continuité**

Le Bureau exécutif n'a pas connu de changement en 2017 et voici sa composition: Adrian Wüthrich (président et directeur), Hélène Agbémégnah (responsable du dossier politique de migration et questions juridiques), Valérie Borioli Sandoz (responsable du dossier politique de l'égalité), Gabriel Fischer (responsable du dossier politique économique), Matthias Kuert Killer (responsable du dossier politique sociale), Linda Rosenkranz (responsable de la communication), Therese Schmid (responsable de l'administration) Erich Tschirky (responsable des finances), Denis Torche (responsable des dossiers énergie et environnement, politique financière et fiscale, politique extérieure) et Bruno Weber-Gobet (responsable du dossier politique de formation). Vous trouverez des informations sur les activités que Travail.Suisse a réalisées sous la direc-

tion des responsables de dossiers susmentionnés dans les pages suivantes de ce rapport.

Il y eut un changement dans l'administration en automne 2017: Aline Meyer a quitté le secrétariat de Travail.Suisse à fin août. Au début du mois d'octobre, Maja Tanner reprit ses tâches. Maja Tanner a déjà travaillé pour Travail.Suisse entre 2009 et 2012. Elle soutient – ensemble avec Chantal Gagnebin – le Bureau exécutif sur le plan administratif.

Marie-Thérèse Weber-Gobet travaille depuis le 1^{er} mai 2017 à Travail.Suisse pour le projet « Comment une convention collective de travail peut-elle contribuer à l'intégration au marché du travail de personnes handicapées ». Le projet s'inscrit dans le cadre de la Conférence nationale pour l'intégration au marché du travail des personnes handicapées.

Miriam Hofstetter a travaillé en 2017 dans le cadre d'un stage à Travail.Suisse. Elle a été chargée de

compiler les nouveaux chiffres concernant les salaires des managers des grandes entreprises cotées à la bourse suisse et de recenser les réglementations en matière de congé paternité dans les conventions collectives de travail.

Quant à Hélène Fischer, elle a poursuivi son stage. Elle a soutenu avant tout Linda Rosenkranz et Matthias Kuert Killer dans la récolte de signatures et la préparation du dépôt de l'initiative pour un congé paternité. Elle a cessé son activité pour Travail.Suisse à la fin du mois de juin.



Adrian Wüthrich, président

Adrian Wüthrich, Präsident



*Gabriel Fischer,
responsable politique
économique*

*Gabriel Fischer,
Leiter Wirtschaftspolitik*



*Matthias Kuert Killer,
responsable politique sociale*

*Matthias Kuert Killer,
Leiter Sozialpolitik*

finanzierung der AHV durch die Mehrwertsteuer wurde von der Delegiertenversammlung beschlossen.

Der Vorstand musste zudem mit Bedauern vom Austritt der ARLD auf Ende 2017 Kenntnis nehmen. Die Neustrukturierung des Verbandes, seine ausschliesslich auf die Westschweiz konzentrierte Tätigkeit und letztlich auch finanzielle Überlegungen waren für diesen Schritt ausschlaggebend.

Folgende Mitglieder wirkten 2017 im Vorstand von Travail.Suisse mit: Adrian Wüthrich (Präsident), Nationalrat Jacques-André Maire (Vizepräsident), Robert Métrailler (Vizepräsident, transfair), Diego Frieden, Arno Kerst, Carlo Mathieu, Joël Mugny, Selina Tribbia (alle Syna), Xavier Daniel, Renato Ricciardi (beide OCST); Eric Dubuis (bis Ende Mai 2017), Esther Lüscher, Urs Masshardt (alle Hotel & Gastro Union); Tanja Brülisauer (transfair); Carole Furrer und Bernard Tissières (beide SCIV); Alexander Bélaz (AV ABB); Gaston Wolf (FH-CH); Andreas Camelin (VPE), Joëlle Pitteloud (ARLD); Paul Rutz (regionale Vereinigungen); Roman Helfer (Hotel & Gastro Union und Jeunesse. Suisse); Michel Pillonel (Rentnerkommission). An die Zusammenkünfte des Vorstands wurde jeweils auch Franziska Theiler, Geschäftsleiterin des Hilfswerks

Brücke • Le pont, eingeladen (ohne Stimmrecht). 2017 fanden 9 Vorstandssitzungen statt.

**Geschäftsleitung:
Mit Kontinuität voraus**

Die Geschäftsleitung erfuhr 2017 keine Änderung und setzte sich wie folgt zusammen: Adrian Wüthrich (Präsident und Geschäftsleiter), Hélène Agbémégnah (Leiterin Migrationspolitik und Rechtsfragen), Valérie Borioli Sandoz (Leiterin Gleichstellungspolitik), Gabriel Fischer (Leiter Wirtschaftspolitik), Matthias Kuert Killer (Leiter Sozialpolitik), Linda Rosenkranz (Leiterin Kommunikation), Therese Schmid (Leiterin Administration), Erich Tschirky (Finanzverantwortlicher), Denis Torche (Leiter Energie- und Umweltpolitik, Steuer- und Finanzpolitik, Aussenpolitik) und Bruno Weber-Gobet (Leiter Bildungspolitik). Informationen zu den Aktivitäten, welche Travail.Suisse unter der Leitung der oben genannten Dossierverantwortlichen entwickelt hat, finden Sie auf den folgenden Seiten dieses Berichts.

Einen Wechsel gab es im Herbst 2017 in der Administration: Aline Meyer verliess die Geschäftsstelle von Travail.Suisse Ende August. Anfang Oktober

übernahm Maja Tanner ihre Aufgaben. Maja Tanner hatte bereits zwischen 2009 und 2012 bei Travail.Suisse gearbeitet. Gemeinsam mit Chantal Gagnebin unterstützt sie die Geschäftsleitung in administrativer Hinsicht.

Marie-Thérèse Weber-Gobet ist seit Mai 2017 für das Projekt «Über Gesamtarbeitsverträge die Integration von Menschen mit Behinderungen in den Arbeitsmarkt fördern» bei Travail.Suisse tätig. Dieses Projekt ist eingebettet in die Nationale Konferenz zur Arbeitsmarktintegration von Menschen mit Behinderung.

Miriam Hofstetter arbeitete 2017 im Rahmen eines Praktikums bei Travail.Suisse die neusten Zahlen in Bezug auf die Löhne der Manager der grössten börsenkotierten Unternehmen auf und untersuchte zudem die Gesamtarbeitsverträge bezüglich der Regelungen in Sachen Vaterschaftsurlaub.

Ihr Praktikum fortgesetzt hat Hélène Fischer. Sie unterstützte vor allem Linda Rosenkranz und Matthias Kuert Killer bei der Unterschriftensammlung und der Vorbereitung der Einreichung der Initiative für einen Vaterschaftsurlaub. Ende Juni hat sie ihre Arbeit bei Travail.Suisse beendet.



*Valérie Borioli Sandoz,
Leiterin Gleichstellungspolitik*

*Valérie Borioli Sandoz,
responsable politique d'égalité*



*Bruno Weber-Gobet,
Leiter Bildungspolitik*

*Bruno Weber-Gobet,
responsable politique
de formation*



*Therese Schmid,
Leiterin Administration*

*Therese Schmid,
responsable administration*



Linda Rosenkranz,
responsable de la
communication

Linda Rosenkranz,
Leiterin Kommunikation



Denis Torche,
responsable politique
extérieure, politique financière
et fiscale et politique environ-
nementale

Denis Torche, Leiter Umwelt-,
Steuer- und Aussenpolitik



Héléne Agbémégnah,
responsable politique de mig-
ration et questions juridiques

Héléne Agbémégnah,
Leiterin Migrationspolitik und
Rechtsfragen

Economie et marché du travail

Attaques contre la protection des travailleurs et travailleuses

Marché du travail : suppression de postes malgré la reprise

Pour l'économie suisse, l'année en cours a été celle d'un retour à la normale. Dans la foulée de la stabilisation de l'économie mondiale et d'une dynamique croissante, en particulier dans la zone Euro, l'économie suisse a nettement accéléré au cours de l'année. Selon les pronostics les plus récents du Seco, l'économie suisse pourrait croître d'environ 2.3 pourcent en 2018. Le marché du travail en a profité aussi même si on a continué à annoncer des suppressions d'emplois aussi en 2017. Ce sont surtout l'artisanat et l'industrie qui ont été concernés avec comme triste point d'orgue la suppression annoncée en automne de 1400 emplois à General Electric. En tout, le nombre de chômeurs enregistrés en Suisse au cours de l'an passé a diminué de plus de 6000 personnes et s'est établi en moyenne annuelle à 143 142 ; en revanche,

le nombre de personnes de plus de 50 ans au chômage a stagné.

Obligation de communiquer les postes vacants : de meilleures chances pour les personnes discriminées

2017 a continué à être placé sous le signe de la mise en œuvre de l'article 121 a de la Constitution fédérale. D'abord, le Parlement a passé beaucoup de temps pour trouver, avec l'obligation de communiquer les postes vacants, une mise en œuvre compatible avec l'UE. Ensuite, il s'est agi d'instaurer de manière concrète la nouvelle réglementation. Avec l'obligation de communiquer les postes vacants aux ORP à partir d'un taux de chômage par profession de 5 pourcent, et qui donne une longueur d'avance pour les personnes inscrites au chômage, on a introduit un instrument à partir de mi-2018 qui améliore notablement les

chances des personnes discriminées sur le marché du travail. Pour Travail.Suisse, c'est un pas important dans la bonne direction. Le Comité de Travail.Suisse estimait déjà, lors de sa retraite du début de l'année, que la libre circulation des personnes, en tant que partie de la voie bilatérale avec l'Union européenne (UE), doit se poursuivre ; mais il faut parallèlement des mesures d'accompagnement efficaces, une meilleure utilisation du potentiel de main-d'œuvre indigène et une plus juste redistribution des bénéfices de la libre circulation pour garantir durablement son approbation par la population.

Négociations salariales 2017 : résultats décevants

Comme d'habitude, Travail.Suisse et les fédérations affiliées ont revendiqué des exigences salariales différenciées pour les négociations salariales de l'automne 2017. Les travailleurs et travailleuses de-

*Erich Tschirky,
responsable des finances*



*Erich Tschirky,
Finanzverantwortlicher*

*Chantal Gagnebin,
Administration*



*Maja Tanner,
Administration*



Wirtschaft und Arbeitsmarkt

Angriffe auf Arbeitnehmerschutz häufen sich

Arbeitsmarkt: Stellenabbau trotz Aufschwung

Für die Schweizer Wirtschaft stand das Berichtsjahr ganz im Zeichen der Normalisierung. Im Zuge der weltwirtschaftlichen Stabilisierung und der zunehmenden Dynamik insbesondere im Euro-Raum hat auch die Schweizer Wirtschaft im Laufe des Jahres deutlich an Fahrt aufgenommen. Gemäss den neusten Prognosen des Seco dürfte 2018 die Wirtschaft in der Schweiz um 2.3 Prozent wachsen. Davon profitiert auch der Arbeitsmarkt, wenngleich es 2017 immer wieder Meldungen über Stellenabbau gab. Betroffen waren insbesondere das Gewerbe und die Industrie mit dem im Herbst angekündigten Abbau von 1400 Arbeitsplätzen bei General Electric als traurigem Höhepunkt. Insgesamt hat sich die Zahl der als arbeitslos gemeldeten Personen in der Schweiz im letzten Jahr um über 6000 Personen verringert. Sie lag im Jahresdurchschnitt bei 143 142; stagniert hat

hingegen die Anzahl der über 50-jährigen arbeitslosen Personen.

Stellenmeldepflicht: Bessere Chancen für diskriminierte Personen

Auch 2017 stand ganz im Zeichen der Umsetzung von Artikel 121a der Bundesverfassung. Nachdem sich das Parlament viel Zeit gelassen hatte, um mit der Stellenmeldepflicht eine EU-kompatible Umsetzung zu finden, ging es um die konkrete Ausgestaltung der neuen Regelung. Mit der Pflicht zur Meldung von offenen Stellen bei den RAV ab einer Arbeitslosenquote pro Beruf von 5 Prozent und einem Informationsvorsprung für arbeitslos gemeldete Personen wird auf Mitte 2018 ein Instrument eingeführt, welches die Chancen von diskriminierten Personen auf dem Arbeitsmarkt erheblich verbessert. Für Travail.Suisse ist das ein wichtiger Schritt in die richtige Richtung, hielt der Vorstand doch bereits

im Rahmen seiner Klausursitzung im Frühjahr fest, dass die Personenfreizügigkeit als Teil des bilateralen Wegs mit der Europäischen Union fortzuführen sei, es aber gleichzeitig effektive flankierende Massnahmen, eine bessere Ausschöpfung des inländischen Arbeitskräftepotenzials und eine gerechtere Verteilung der Freizügigkeitsrendite brauche, um die Zustimmung zur Personenfreizügigkeit nachhaltig zu sichern.

Lohnrunde 2017: Ernüchternde Ergebnisse

Wie gewohnt stiegen Travail.Suisse und die angeschlossenen Verbände mit differenzierten Lohnforderungen in den Lohnherbst 2017. Von den sich aufhellenden Wirtschaftsaussichten sollten auch die Arbeitnehmenden profitieren. Nach einigen Jahren mit zurückhaltender Lohnentwicklung erachteten Travail.Suisse und die angeschlossenen Verbände Lohnerhöhungen von bis

vraient aussi profiter de l'embellie des perspectives économiques. Après quelques années marquées par une évolution des salaires poussive, Travail.Suisse et les fédérations affiliées ont considéré que des augmentations de salaires jusqu'à deux pourcent étaient appropriées. Les attentes n'ont toutefois pas été remplies avec des augmentations de salaires d'à peine plus d'un pourcent. On a pu toutefois briser la tendance vers toujours plus d'augmentations de salaires à titre individuel et c'est là le seul point positif. Dans beaucoup plus d'aboutissements des négociations que l'an passé, on a pu obtenir des mesures générales.

Salaires des managers : ils croissent et croissent

Pour la treizième fois consécutive, Travail.Suisse a examiné les rémunérations des «topmanagers» de 27 entreprises suisses. Une nouvelle fois, on a observé un net accroissement des salaires des managers et, par conséquent, une ouverture supplémentaire de l'écart salarial dans les entreprises. Rien que depuis 2011, l'écart salarial moyen s'est ouvert de 1:45 à 1:51 dans les entreprises examinées. On ne remarque pas d'effet modérateur de l'initiative sur les rémunérations abusives. Et il est facile de contourner les mécanismes de limitation prévus par l'initiative. Le problème des salaires exorbitants des managers demeure toujours irrésolu. Dans la révision du droit de la société anonyme, qui doit reprendre en 2018 les réglementations de l'ordonnance contre les rémunérations abusives dans les sociétés anonymes cotées en bourse (ORAb), il demeure comme jusqu'ici un urgent besoin d'adaptation.

«Baromètre Conditions de travail» : la peur de la numérisation se répand

On a présenté pour la 3^{ème} fois les résultats du «Baromètre. Conditions de tra-

vail». Les charges de nature psychosociale élevées continuent à être évaluées négativement tout comme l'insuffisance du développement de la formation continue par les employeurs. A cela s'ajoute maintenant la peur de perdre son emploi en raison de la numérisation. En outre, les trois dernières années montrent un déclin progressif de la capacité des travailleurs et travailleuses à influencer l'aménagement de leur temps de travail.

Loi sur le travail : les attaques se multiplient

Le pouvoir d'aménager le temps de travail va devenir encore plus important au cours des prochaines années du fait notamment que les attaques du Parlement sur la loi sur le travail en général, et sur le temps de travail des travailleurs et travailleuses en particulier, se sont multipliées. A titre d'exemple, la Commission de l'économie et des redevances (CER) a adopté les initiatives parlementaires de la Conseillère aux Etats Karin Keller-Sutter et du Conseiller aux Etats Konrad Graber. Ces interventions demandent de flexibiliser le temps de travail en prolongeant la durée de la semaine de travail, en réduisant les pauses et le temps de repos, en facilitant le travail du dimanche sans autorisation et en supprimant l'enregistrement du temps de travail pour une partie considérable des travailleurs et travailleuses.

Conventions collectives de travail : leur contribution à l'intégration au marché du travail des personnes handicapées

Travail.Suisse a reçu un soutien financier du Bureau fédéral de l'égalité pour les personnes handicapées (BFEH) et de l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS) pour le projet «Promouvoir l'intégration des personnes handicapées sur le marché du travail par le biais des

conventions collectives». En 2017, en collaboration avec un groupe d'accompagnement, composé de représentant-e-s des employeurs et des syndicats, de l'assurance-invalidité, de l'Office fédéral des assurances sociales, des organisations de handicapé-e-s, d'entreprises d'intégration et de la science, un rapport a été publié sur cette thématique que l'on peut consulter sous : http://www.travailsuisse.ch/themen/arbeit/gav_und_mmb. Ce rapport a été présenté à la troisième Conférence nationale en faveur de l'intégration des personnes handicapées sur le marché du travail. Jusqu'à mi-2019, il s'agit de discuter, de compléter et d'approfondir le rapport avec les partenaires des CCT de manière à ce qu'ils reprennent dans leurs conventions collectives de travail des réglementations judicieuses pour l'intégration au marché du travail des personnes handicapées.

zu 2 Prozent als angemessen. Mit Lohnabschlüssen von wenig mehr als einem Prozent konnten die Erwartungen allerdings nicht erfüllt werden. Positiv ins Gewicht fällt einzig, dass der Trend zu immer mehr individuellen Lohnerhöhungen gebrochen werden konnte. In deutlich mehr Lohnabschlüssen als in den Vorjahren konnten generelle Erhöhungen durchgesetzt werden.

Managerlöhne: Sie steigen und steigen

Zum dreizehnten Mal in Folge hat Travail.Suisse die Entschädigungen der Topmanager von 27 Unternehmen der Schweiz untersucht. Dabei zeigte sich erneut ein deutlicher Anstieg der Managerlöhne und demzufolge eine weitere Öffnung der Lohnschere in den Unternehmen. Allein seit 2011 hat sich in den untersuchten Unternehmen die durchschnittliche Lohnschere von 1:45 auf 1:51 geöffnet. Ein spürbarer Effekt der Abzockerinitiative lässt sich nicht feststellen. Die von der Initiative vorgesehenen Beschränkungsmechanismen lassen sich leicht umgehen. Das Problem der exorbitanten Managerlöhne ist nach wie vor ungelöst. In der Aktienrechtsrevision, welche 2018 die Regelungen der Verordnung gegen übermässige Vergütungen (VegüV) ins Gesetz überführen soll, besteht somit nach wie vor dringender Anpassungsbedarf.

«Barometer Gute Arbeit»: Angst vor Digitalisierung macht sich breit

Zum dritten Mal wurden die Ergebnisse des «Barometer Gute Arbeit» präsentiert. Unverändert negativ bewertet werden die hohen psychosozialen Belastungen und die mangelhafte Förderung der Weiterbildung durch die Arbeitgeber. Neu hinzu kommt die Angst vor Stellenverlust aufgrund der Digitalisierung. Zudem zeigt sich über die letzten drei Jahre ein abnehmender Einfluss der

Arbeitnehmenden auf die Gestaltung ihrer Arbeitszeiten.

Arbeitnehmerschutz: Arbeitsgesetz im Visier der Abbauer

Die Gestaltungsmacht über die Arbeitszeiten wird in den kommenden Jahren noch wichtiger werden, nicht zuletzt weil sich aus dem eidgenössischen Parlament die Angriffe auf das Arbeitsgesetz im Allgemeinen und die Arbeitszeiten der Arbeitnehmenden im Speziellen häufen. So hat die Kommission für Wirtschaft und Abgaben (WAK) den parlamentarischen Initiativen von Ständerätin Keller-Sutter und Ständerat Graber zugestimmt. Diese Vorstösse fordern flexibilisierte Arbeitszeiten durch verlängerte Wochenarbeitszeiten, verkürzte Ruhezeiten und Pausen und bewilligungsfreie Sonntagsarbeit sowie für einen beträchtlichen Teil der Arbeitnehmenden den Verzicht auf die Erfassung der Arbeitszeiten.

Gesamtarbeitsverträge: Ihr Beitrag zur Arbeitsmarktintegration von Menschen mit Behinderungen

Travail.Suisse hat vom Eidgenössischen Büro für die Gleichstellung von Menschen mit Behinderungen EBGB und vom Bundesamt für Sozialversicherungen BSV eine finanzielle Unterstützung für das Projekt «Über Gesamtarbeitsverträge die Integration von Menschen mit Behinderungen in den Arbeitsmarkt fördern» erhalten. Im Jahre 2017 wurde in Zusammenarbeit mit einer Begleitgruppe, bestehend aus Vertreterinnen und Vertretern der Arbeitgeber- und Arbeitnehmerseite, der Invalidenversicherung, des Bundesamtes für Sozialversicherungen, der Behindertenorganisationen, der Integrationsfirmen und der Wissenschaft, ein Bericht zum Thema verfasst (abrufbar unter: http://www.travailsuisse.ch/themen/arbeit/gav_und_mmb). Dieser Bericht wurde an der

dritten nationalen Konferenz zur Arbeitsmarktintegration von Menschen mit Behinderung vorgestellt. Bis Mitte 2019 soll dieser Bericht mit den GAV-Partnern diskutiert, ergänzt und vertieft werden. Zudem soll daraufhin gearbeitet werden, dass die GAV-Partner hilfreiche Regelungen zur Arbeitsmarktintegration von Menschen mit Behinderungen in ihre Gesamtarbeitsverträge aufnehmen.

Une aide précieuse pour les proches aidants

**www.info-workcare.ch:
au service des
proches aidants**

de l'évaluation de la première plateforme nationale d'informations et de ressources en ligne gratuites destinées aux personnes actives impliquées dans les tâches de « care ». Cinq mois après le lancement du 25 octobre 2016, le bureau interface à Lucerne a sondé ses utilisateurs et utilisatrices. Il relève que les personnes interrogées apprécient la sensibilisation centrée sur la santé des proches aidants. La construction du site est logique et compréhensible et que l'on arrive à s'orienter, malgré les nombreuses informations et la complexité du thème en général. En clair, l'objectif de ce projet co-financé par le Bureau fédéral pour l'égalité entre femmes et hommes est atteint : www.info-workcare.ch décharge les proches aidants en leur fournissant les informations recherchées de manière centralisée. Il les soutient pour qu'ils puissent se préparer à une situation en constante évolution ou à des situations d'urgence. En 2017, ce sont environ 550 utilisateurs chaque mois qui se sont informés sur le site.

Suite à cette évaluation, plusieurs organisations se sont manifestées pour compléter le fichier de plus de 1300 adresses régionales où l'on peut rechercher divers types de prestations. Plusieurs mises à jour ont été effectuées en 2017.

Travail.Suisse a déployé une page au nom d'info-workcare.ch sur le réseau social Facebook. Cette page (en français) permet de rendre publique la veille qu'effectue Travail.Suisse sur tout ce qui

« Si seulement www.info-workcare.ch avait existé plus tôt ! ». Cette phrase résume l'un des enseignements tirés

touche de près ou de loin les proches aidants en Suisse.

A l'occasion de la Journée intercantonale romande des proches aidants du 30 octobre, Travail.Suisse a organisé une campagne de remerciements aux proches aidants qui s'est affichée toute la journée dans de nombreux bus de plusieurs régions de Suisse.

Une brochure d'information disponible en allemand, en français et en italien a été publiée en fin d'année à plus de 20000 exemplaires. Elle a été transmise aux fédérations membres de Travail.Suisse et envoyée directement à de nombreuses organisations et associations de santé dans toute la Suisse pour qu'elles puissent la distribuer gratuitement aux proches aidants qu'elles côtoient au quotidien.

**Pro Infirmis : un projet
commun se prépare**

Une première collaboration avec Pro Infirmis Vaud a débouché sur un événement « Live » sur internet le 30 novembre, permettant à chacun de poser en direct des questions liées à la conciliation de l'activité professionnelle avec les tâches de care. Travail.Suisse a fait partie de l'équipe de rédaction des réponses. Une partie de ces échanges enrichira la rubrique des Questions-Réponses du site d'info-workcare.ch.

Lors d'une rencontre avec Pro Infirmis Suisse, cette organisation a formulé le souhait d'élargir le public du site aux personnes aidant leurs proches handicapés physiquement ou mentalement. Un projet commun est en préparation et verra sans doute le jour en 2018.

**Proches aidants : relayer
leur voix à Berne**

Depuis le début du projet qui a conduit à la conception du site www.info-workcare.ch, Travail.Suisse est en contact régulier avec diverses organisations intéressées par le thème des proches aidants. Les proches aidants sont un public connu par de nombreuses associations, la plupart du temps spécialisées dans une pathologie particulière. Constatant qu'aucune organisation nationale faitière ne défend les intérêts des proches aidants en général, Travail.Suisse s'est alliée à la Croix-Rouge Suisse et à la Ligue suisse contre le cancer pour fédérer les initiatives et utiliser les synergies.

Le Conseil fédéral ayant chargé l'Office fédéral de la santé publique d'élaborer un projet législatif en vue de soutenir les proches aidants, les trois organisations ont convié toutes les associations actives en matière de proches aidants à une Table ronde, qui a eu lieu à la mi-janvier 2018 à l'OFSP.

D'autres consultations sont annoncées et Travail.Suisse constate l'intérêt partagé par les associations et organisations concernées de créer une communauté d'intérêts pour les proches aidants. Il y a besoin de relayer à Berne la parole de toutes les personnes qui s'investissent auprès de leurs proches chaque jour, malheureusement sans beaucoup de reconnaissance et avec beaucoup de difficultés.

**Egalité : Travail.Suisse
adopte un document de
position**

Les derniers mois de l'année ont permis à Travail.Suisse d'élaborer sa

Wertvolle Unterstützung für pflegende Angehörige

**www.info-workcare.ch:
Ein Angebot für die
pflegenden Angehörigen**

«Hätte es www.info-workcare.ch nur schon früher gegeben!»: So lässt sich das Resultat der

Evaluation der ersten nationalen Plattform für kostenlose Online-Informationen und -Ressourcen für erwerbstätige pflegende Angehörige in einem Satz zusammenfassen. Fünf Monate nach dem Start am 25. Oktober 2016 befragte das Büro Interface in Luzern die Nutzerinnen und Nutzer der Plattform. Diese schätzten, dass die Seite sich vor allem auf die Gesundheit der pflegenden Angehörigen fokussiert. Der Aufbau der Seite wird als logisch und verständlich bewertet und die Nutzerinnen und Nutzer finden sich trotz der vielen Informationen und der Komplexität des Themas gut darauf zurecht. Das Ziel des vom Bundesamt für die Gleichstellung von Frau und Mann mitfinanzierten Projekts ist erreicht: www.info-workcare.ch entlastet die pflegenden Angehörigen mit der zentralen Bereitstellung von Informationen. Die Seite unterstützt sie bei der Vorbereitung auf eine sich laufend verändernde Situation oder auf Notsituationen. Im Jahr 2017 haben sich monatlich rund 550 Nutzerinnen und Nutzer via der Website informiert.

Als Ergebnis dieser Evaluation haben mehrere Organisationen das Register, in dem verschiedene Arten von Angeboten gesucht werden können, mit mehr als 1300 regionalen Adressen vervollständigt. Im Jahr 2017 wurde die Seite mehrmals aktualisiert.

Travail.Suisse hat für info-workcare.ch eine Seite im sozialen Netzwerk Facebook eingerichtet. Diese Seite (auf Französisch) zeigt der Öffentlichkeit auf, dass sich Travail.Suisse allen Fragen, die direkt oder indirekt die pflegenden Angehörigen betreffen,

annimmt.

Anlässlich des Tages der pflegenden Angehörigen vom 30. Oktober hat Travail.Suisse eine Kampagne organisiert, um den pflegenden Angehörigen zu danken. In den Bussen in mehreren Regionen der Schweiz wurde auf Bildschirmen auf den Einsatz der pflegenden Angehörigen aufmerksam gemacht.

Eine Informationsbroschüre in deutscher, französischer und italienischer Sprache erschien Ende des Jahres in einer Auflage von mehr als 20000 Exemplaren. Sie wurde an die Mitgliedsverbände von Travail.Suisse und an zahlreiche Gesundheitsorganisationen und -verbände in der ganzen Schweiz verteilt, damit diese sie kostenlos den pflegenden Angehörigen abgeben können, mit denen sie in Kontakt kommen.

**Pro Infirmis:
Gemeinsames
Projekt in Planung**

Eine erste Zusammenarbeit mit Pro Infirmis Waadt führte am 30. November zu einem Live-Chat im Internet mit der Möglichkeit

für Betroffene, Fragen zur Vereinbarkeit von Berufstätigkeit und Pflegeaufgaben zu stellen. Travail.Suisse war Teil des Teams, welches die Antworten redigierte. Ein Teil dieses Austausches wird in den Abschnitt mit den FAQ der Website www.info-workcare.ch integriert.

Pro Infirmis Schweiz hat anlässlich einer Zusammenkunft mit Travail.Suisse den Wunsch geäussert, das Zielpublikum der Seite auf jene Personen auszudehnen, die sich um ihre körperlich oder geistig behinderten Angehörigen kümmern. Ein gemeinsames Projekt ist in Vorbereitung und wird voraussichtlich 2018 starten.

**Pflegende Angehörige:
Sie brauchen eine
Stimme in Bern**

Seit Beginn des Projekts, das zur Website www.info-workcare.ch geführt hat, steht Travail.Suisse in

regelmässigem Kontakt mit verschiedenen Organisationen, die von der Thematik der pflegenden Angehörigen betroffen sind. Die pflegenden Angehörigen gehören zum Zielpublikum vieler Organisationen und Verbände, meistens sind diese allerdings auf ein bestimmtes Krankheitsbild spezialisiert. Da kein nationaler Dachverband die Interessen der pflegenden Angehörigen im Allgemeinen vertritt, hat sich Travail.Suisse mit dem Schweizerischen Roten Kreuz und der Schweizerischen Krebsliga zusammengeschlossen, um diesbezügliche Initiativen zu bündeln und vorhandene Synergien zu nutzen.

Die drei Organisationen haben Mitte Januar 2018 alle auf dem Gebiet der pflegenden Angehörigen tätigen Verbände zu einem Runden Tisch eingeladen, um gemeinsam über einen Gesetzesentwurf zu diskutieren, den das Bundesamt für Gesundheit (BAG) im Auftrag des Bundesrates ausarbeiten wird.

Weitere Vernehmlassungsrunden sind angekündigt und Travail.Suisse stellt fest, dass die betroffenen Verbände und Organisationen daran interessiert sind, eine Interessengemeinschaft für die pflegenden Angehörigen zu schaffen. Es ist wichtig, dass die Stimme all jener Personen, die sich tagtäglich für ihre Angehörigen einsetzen – oft unter erheblichen Schwierigkeiten und ohne dafür die verdiente Anerkennung zu erhalten – in Bern gehört wird.

toute première position en matière d'égalité hommes-femmes. Le document traite de nombreux sujets d'égalité en lien avec la sphère du travail. Ce document de position a été discuté au Comité de Travail.

Suisse à la fin de l'année 2017 pour être adopté à l'unanimité au début 2018. Il permet à la faïtière et à ses organisations membres de disposer d'une feuille de route pour les années à venir.

Travail.Suisse fera connaître ses 28 revendications en matière d'égalité lors d'une conférence de presse lors du premier trimestre de l'année.

Politique sociale

Plus de congé pour les pères grâce à l'initiative

Congé paternité : dépôt avec un fort soutien et un Conseil fédéral hors-jeu

Travail.Suisse a pu déposer l'initiative populaire « Pour un congé paternité raisonnable – en faveur de toute la famille »

déjà avant les vacances d'été, grâce à de nombreuses personnes engagées dans les fédérations membres et les organisations partenaires. En l'espace d'une bonne année, on a récolté près de 130 000 signatures pour le congé paternité. Outre une forte présence dans la rue, Travail.Suisse a été aussi très présent sur internet avec wecollect.ch, ce qui a permis de récolter environ un quart de toutes les signatures online. Il s'agit là d'un travail de pionnier et d'un record au niveau suisse. Le congé paternité a continué de recueillir une grande sympathie non seulement dans la société civile, avec le soutien d'environ 150 organisations, mais aussi dans les médias. Toujours plus de grandes entreprises ont introduit un congé paternité de deux à quatre semaines. Cette tendance s'est poursuivie en 2017 et c'est bien la pression exercée par l'initiative qui y a contribué. L'initiative doit permettre de mettre en place des conditions de concurrence identiques pour toutes les entreprises dans le but que les PME puissent offrir, elles aussi, un congé paternité raisonnable aux pères qui travaillent. Dans ce contexte, la décision

du Conseil fédéral de l'automne a été d'autant plus décevante : il s'est prononcé contre l'initiative et aussi contre un contre-projet. Il s'est ainsi mis hors-jeu. Travail.Suisse compte toujours sur le soutien de la population et est convaincu que le congé paternité trouvera une majorité.

Prévoyance vieillesse 2020 : on a raté la chance d'une étape pragmatique

Deux directions différentes, respectivement du Conseil des Etats et du Conseil national, ont marqué la lutte autour de la prévoyance

vieillesse au Parlement. C'est finalement la variante du Conseil des Etats, que Travail.Suisse a aussi soutenue, qui s'imposa pour l'essentiel dans la procédure d'élimination des divergences. Lors de la votation finale, au suspense digne d'un polar, le projet passa le cap grâce exactement aux 101 voix nécessaires. Il en est résulté un compromis : relèvement des rentes AVS des nouveaux retraité-e-s pour équilibrer la baisse du taux de conversion minimal dans la prévoyance professionnelle ; âge de la retraite de 65 ans pour les femmes mais avec des mesures compensatoires pour mieux assurer le travail à temps partiel dans la caisse de pension. Le financement supplémentaire s'est limité à 0.6 pourcent de TVA en plus. Il est vrai que ce projet

faisait avaler quelques couleuvres aux travailleurs et travailleuses. Mais les efforts faits vers un équilibre et une répartition de la charge largement étayée ont été indéniables. L'assemblée des délégué-e-s de Travail.Suisse décida dès lors de soutenir très clairement la réforme. Mais les milieux syndicaux de Suisse romande lancèrent néanmoins le référendum contre la prévoyance vieillesse 2020. Le peuple et les cantons devaient aussi se prononcer contre le relèvement de la TVA en automne. On a lié les deux objets. Ce grand paquet, que les négociations au Parlement ont finalement rendu possible, s'est vu maintenant attaqué tant par la droite que la gauche. Travail.Suisse s'est engagé fortement pour la prévoyance vieillesse 2020, dans le sens d'une première étape pragmatique, en distribuant des flyers, des brochures et en se manifestant publiquement pour la solidarité entre générations. A titre d'exemple, Jeunesse.Suisse s'engagea pour la réforme au côté des organisations de seniors. Malheureusement, les différents points critiques à l'égard de l'objet se cumulèrent tellement (supplément AVS, relèvement de l'âge de la retraite des femmes, baisse du taux de conversion etc.) que l'objet échoua devant le peuple au mois de septembre même si ce fut de peu. La réforme de la prévoyance vieillesse 2020 se retrouve ainsi à la case départ. Il apparaît déjà maintenant de manière claire que la prochaine réforme

**Gleichstellung:
Travail.Suisse verabschiedet
ein Positionsdokument**

In den letzten Monaten des Berichtsjahrs hat Travail.Suisse das erste Positionspapier zum Thema der Gleichstellung

von Frau und Mann verfasst. Das Dokument behandelt viele Gleichstellungsthemen, die einen Bezug zur Arbeitswelt haben. Das Positionspapier wurde vom Vorstand von Travail.Suisse Ende 2017 diskutiert und Anfang 2018 einstimmig verabschiedet. Sowohl Travail.Suisse wie auch die angeschlossenen Verbände

verfügen damit über eine Art Road Map im Bereich der Gleichstellung für die nächsten Jahre.

Travail.Suisse wird die im Dokument enthaltenen 28 Forderungen zur Gleichstellung im ersten Quartal 2018 der Öffentlichkeit vorstellen.

Sozialpolitik

Mehr Urlaub für Väter dank Initiative

**Vaterschaftsurlaub:
Einreichung mit viel
Rückenwind und ein
Bundesrat im Abseits**

Dank vielen engagierten Leuten in den Mitgliedsverbänden und den Partnerorganisationen konnte Travail.Suisse die Volksinitiative «für einen vernünftigen Vaterschaftsurlaub – zum Nutzen der ganzen Familie» bereits vor den Sommerferien einreichen. In gut einem Jahr wurden fast 130 000 Unterschriften für das Anliegen gesammelt. Nebst einer starken Präsenz auf der Strasse war Travail.Suisse auch im Netz bei wecollect.ch stark präsent und konnte rund einen Viertel der Unterschriften online generieren. Das ist Pionierarbeit und bisheriger Schweizer Rekord. Weiterhin geniesst das Anliegen nicht nur in der Zivilgesellschaft, wo inzwischen rund 150 Organisationen die Initiative unterstützen, sondern auch medial grosse Sympathie. Einige grössere Unternehmen haben zwischenzeitlich einen Vaterschaftsurlaub von zwei bis vier Wochen eingeführt. Dieser erfreuliche Trend ist auf den Druck der Initiative zurückzuführen. Mit der Initiative gilt es nun gleich lange Spiesse für alle Unternehmen zu schaffen, so dass auch die KMU ihren arbeitenden Vätern einen angemessenen Vaterschaftsurlaub bieten können.

Umso enttäuschender war der Richtungsentscheid des Bundesrates im Herbst: Er stellt sich gegen die Initiative und auch gegen einen Gegenvorschlag. Damit hat sich der Bundesrat ins Abseits manövriert. Travail.Suisse zählt aber weiterhin auf die Unterstützung der Bevölkerung und ist überzeugt, dass das Anliegen eine Mehrheit finden wird.

**Altersvorsorge 2020:
Eine verpasste Chance
für einen pragmatischen
Schritt**

Das Ringen um die Altersvorsorge war im Parlament geprägt durch zwei unterschiedliche Richtungen, welche der Ständerat bzw. der Nationalrat einschlagen wollten. Schliesslich setzte sich die Variante des Ständerats, die auch Travail.Suisse unterstützte, in der Differenzbereinigung mehrheitlich durch. In einem Schlussabstimmungskrimi kamen die notwendigen 101 Stimmen haargenau zusammen, so dass die Vorlage nicht abstürzte. Damit lag ein Kompromiss auf dem Tisch: Erhöhung der AHV-Renten von Neurentnerinnen und Neurentnern als Ausgleich zur Senkung des Mindestumwandlungssatzes in der Beruflichen Vorsorge; Rentenalter 65 für Frauen,

dafür Massnahmen, um Teilzeitarbeit in der Pensionskasse besser zu versichern. Die Zusatzfinanzierung beschränkte sich auf zusätzliche 0.6 Mehrwertsteuerprozent. Auch mit diesem Vorschlag gab es für die Arbeitnehmenden verschiedene Kröten zu schlucken. Aber das Bemühen um Ausgleich und die Verteilung der Last auf viele Schultern war spürbar. Die Delegiertenversammlung von Travail.Suisse beschloss deshalb klar und deutlich die Unterstützung der Reform. Trotzdem wurde aus Westschweizer Gewerkschaftskreisen das Referendum gegen die Altersvorsorge 2020 ergriffen. Auch die Erhöhung der Mehrwertsteuer musste im Herbst vor Volk und Stände. Die zwei Vorlagen waren zudem miteinander verknüpft. Das grosse Paket, welches im Parlament Verhandlungen überhaupt möglich gemacht hatte, wurde nun von links und rechts angegriffen. Travail.Suisse machte sich mit Flyern, Broschüren und Auftritten für die Generationensolidarität und im Sinne eines ersten pragmatischen Schritts für die Altersvorsorge 2020 stark. So trat Jeunesse.Suisse zum Beispiel zusammen mit den Seniorenorganisationen für die Reform ein. Leider kumulierten sich die verschiedenen Nein-Kritikpunkte (AHV-Zuschlag, Erhöhung Frauenrentenalter, Senkung Umwandlungs-

sera plus chère pour tout le monde car la pression démographique s'accroît.

Prévoyance professionnelle: on va revoir les critères de fixation du taux d'intérêt minimal

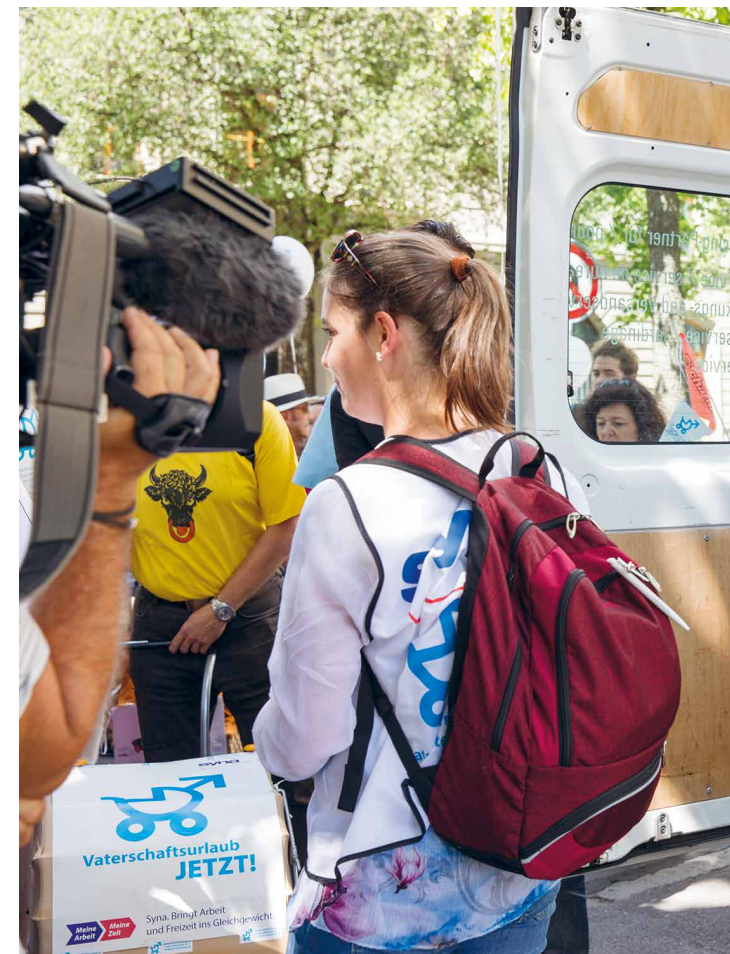
La situation de bas taux d'intérêts qui prévaut depuis longtemps a aussi déployé ses effets sur la prévoyance

professionnelle en 2017. Le taux d'intérêt minimal, que les caisses de pension doivent créditer aux travailleurs et travailleuses sur leurs comptes d'avoir-vieillesse, resta à un niveau historiquement très bas de un pourcent. La commission LPP, compétente pour la recommandation qu'elle doit faire au Conseil fédéral concernant le taux d'intérêt, entra en matière sur la demande de Travail.Suisse de revoir les bases pour déterminer le taux d'intérêt minimal. La formule actuelle pour la fixation du taux d'intérêt minimal surpondère fortement les obligations de la Confédération qui, en ce moment, ne rapportent rien. On ne tient pas du tout suffisamment compte du fait qu'une caisse de pension «située dans la norme» investit environ un tiers des placements en actions et dans l'immobilier et obtient ainsi de bons rendements. Si les taux d'intérêts devaient continuer à rester très bas, cela deviendra encore plus problématique pour le futur. Les taux techniques eux aussi – la base la plus importante pour fixer le taux de conversion minimal et donc déterminante pour le niveau des rentes – ont poursuivi leur baisse dans de nombreuses caisses de pension. La pression sur les rentes augmente ainsi fortement aussi dans le domaine sur-obligatoire. Il est choquant que les assurés doivent se serrer plus étroitement la ceinture au moment où les sociétés d'assurance vie privées continuent à faire des bénéfices exagérés. Tant que l'on n'aura pas surmonté ces abus, la confiance dans le 2^{ème} pilier continuera à en souffrir.

Réformes dans l'assurance-invalidité et les prestations complémentaires: il faut défendre les acquis

Le Conseil fédéral a proposé, dans le cadre de la poursuite du développement de l'AI, d'adapter

le système des rentes. On charge ainsi fortement politiquement une réforme sinon fondée et «normale». Travail.Suisse s'est opposé à une adaptation du système des rentes conduisant à des réductions de prestations pour des personnes lourdement handicapées et continuera à défendre ce point de vue. Pour ce qui est des prestations complémentaires, le Conseil fédéral veut aussi économiser, avec par exemple la reprise des coûts des caisses-maladie. Le Conseil des Etats a délibéré sur la réforme. Lors de l'audition, Travail.Suisse a mis l'accent sur la nécessité d'éviter des coûts d'entrée dans les homes plutôt que de réduire les prestations. Toutefois, l'alliance sur les PC, au sein de laquelle Travail.Suisse agit, a enfin réussi à augmenter les montants maximaux pris en compte au titre des loyers et ainsi à les adapter à l'augmentation des loyers. La délibération qui a commencé en 2017 dans la commission sociale du Conseil national a montré que Travail.Suisse devra continuer à lutter en 2018 contre d'autres détériorations dans le système des PC.



Kartons mit wertvollem Inhalt: 107 106 beglaubigte Unterschriften wurden der Bundeskanzlei am 4. Juli übergeben.

Des cartons avec un contenu précieux: 107 106 signatures légalisées ont été déposées à la Chancellerie fédérale le 4 juillet.



satz, etc.) zu stark, so dass die Vorlage im September an der Urne scheiterte, wenn auch relativ knapp. Damit steht die Reform der Altersvorsorge erneut am Anfang. Klar ist schon jetzt, dass die nächste Reform für alle teurer werden wird, weil der demografische Druck zunimmt.

**Berufliche Vorsorge:
Grundlagen zur
Bestimmung des
Mindestzinssatzes
werden überarbeitet**

Die langanhaltende Tiefzinssituation wirkte sich auch 2017 auf die Berufliche Vorsorge aus. Einerseits blieb der Mindestzinssatz, welcher die Pensionskassen den Arbeitnehmenden auf ihrem Altersguthaben gutschreiben müssen, auf dem historisch tiefen Satz von einem Prozent. Die für die Empfehlung an den Bundesrat zuständige BVG-Kommission trat immerhin auf die Forderung von Travail.Suisse ein, dass die Grundlagen zur Bestimmung des Mindestzinssatzes überarbeitet werden müssen. In der bisherigen Formel zur Festlegung des Mindestzinssatzes werden Bundesobligationen, die zurzeit keinen Zins abwerfen, stark überbewertet. Die Tatsache, dass eine normale Pensionskasse rund ein Drittel der Anlagen in Aktien und Immobilien investiert und damit gutes Geld macht, wird viel zu wenig berücksichtigt. Sollten die Zinsen weiterhin tief bleiben, wird sich die Problematik in Zukunft noch zuspitzen. Auch die

technischen Zinsen – die wichtigste Grundlage zur Festlegung des Mindestumwandlungssatzes und damit entscheidend für die Rentenhöhen – sind in vielen Pensionskassen weiterhin stark gesenkt worden. Der Druck auf die Renten nimmt damit auch im überobligatorischen Bereich erheblich zu. Stossend bleibt, dass die Versicherten den Gürtel enger schnallen müssen, die gewinnorientierten Versicherungsgesellschaften aber weiterhin überhöhte Gewinne einkassieren können. Solange dieser Missstand nicht behoben ist, wird das Vertrauen in die 2. Säule leiden.

**Reformen bei der
Invalidenversicherung und
den Ergänzungsleistungen:
Errungenschaften müssen
verteidigt werden**

Der Bundesrat schlug im Rahmen der Weiterentwicklung der IV vor, das Rentensystem anzupassen. Eine sonst unaufgeregte und fundierte Reform wurde damit politisch stark aufgeladen. Travail.Suisse wehrte sich dagegen, dass eine Anpassung des Rentensystems zu Leistungskürzungen bei den Menschen mit einer schweren Behinderung führt, und wird diesen Standpunkt auch weiterhin vertreten. Bei den Ergänzungsleistungen soll nach dem Willen des Bundesrates ebenfalls gespart werden. So zum Beispiel bei der Übernahme der Krankenkassenkosten. Die entsprechende Revision wurde vom Ständerat beraten. Travail.Suisse machte im Rahmen der Anhörung darauf aufmerksam, dass vor allem unnötige Heimeintritte vermieden werden sollten, anstatt Leistungen zu kürzen. Immerhin erreichte die EL-Allianz, in welcher Travail.Suisse mitwirkt, dass die EL-Mietzinsmaxima endlich erhöht und so den gestiegenen Wohnungsmieten angepasst werden. Die im 2017 begonnene Beratung in der Sozialkommission des Nationalrats zeigte, dass Travail.Suisse im kommenden Jahr auch noch gegen weitere Verschärfungen im EL-System wird kämpfen müssen.

Der Bundesrat schlug im Rahmen der Weiterentwicklung der IV vor, das Rentensystem anzupassen.

Une majorité vote pour la naturalisation facilitée

Naturalisation: fiches didactiques sur les conditions valables jusqu'à la fin 2017

En janvier 2018, la nouvelle loi fédérale sur la nationalité est devenue plus stricte et ne permet désormais plus qu'aux détenteurs d'une autorisation d'établissement (permis C) de déposer une demande. Afin d'informer sur les conditions de naturalisation valables jusqu'à la fin de l'année 2017 et inciter plus de personnes à déposer une demande avant l'entrée en vigueur de la nouvelle loi, Travail.Suisse a rédigé des fiches didactiques disponibles sur son site internet et reprises également sur le site de certaines de ses fédérations. Rédigées sous formes de questions et réponses, ces fiches ont présenté le cadre général de la procédure au niveau fédéral avec ses conditions. Des tableaux comparatifs des conditions valables en 2017 et à partir de 2018 étaient également destinés à mieux faire comprendre les principaux changements qui surviendraient dès 2018 et la fixation de certains seuils minimaux (comme par exemple les niveaux de langue requis) au-delà desquels les cantons étaient libres d'aller.

3^{ème} génération: enfin un oui à sa naturalisation facilitée

Fin 2016, Travail.Suisse avait manifesté son soutien à la campagne pour les votations de février 2017 sur la naturalisation facilitée des jeunes de la 3^{ème} génération. Suite à l'acceptation par le Parlement de l'initiative intitulée «La Suisse doit reconnaître ses enfants», la votation populaire de février 2017 requerrait

la double majorité du peuple et des cantons. C'est finalement avec succès que cette initiative a été acceptée par une majorité de «Oui». Dans le cadre de la campagne, Travail.Suisse a été actif sous plusieurs formes, notamment en interrogeant des jeunes de la 3^{ème} génération et en sondant quelques opinions publiques dans une vidéo réalisée avec la participation de plusieurs organisations. En 2017, cette vidéo relayée dans différents cercles a été visionnée par un millier de personnes

Loi sur les étrangers et l'intégration: sa mise en œuvre se prépare

Suite à l'adoption de la loi fédérale sur les étrangers et l'intégration, Travail.Suisse a pris position sur différents projets de révision d'ordonnance en consultation. En 2017, nous avons notamment pris position sur l'ordonnance 2 sur l'asile relative au financement, sur les projets de modification d'une partie de l'ordonnance sur l'intégration des étrangers (OIE) et de l'ordonnance relative à l'admission, au séjour et à l'exercice d'une activité lucrative (OASA). Les principaux changements étaient relatifs à la suppression de la procédure d'autorisation pour l'exercice d'une activité lucrative remplacée par une simple procédure d'annonce pour les personnes issues de l'asile et de la suppression de la taxe spéciale sur le revenu de l'activité lucrative des personnes admises provisoirement. Pour le reste, les modifications concernaient l'obligation d'annoncer au service public de l'emploi les personnes issues de l'asile. Malgré ces quelques avancées positives pour les personnes issues de l'asile, il n'en demeure pas moins que le

projet général de révision de la loi sur les étrangers et l'intégration s'est durci. D'autres paquets de révision prévus pour 2018 concrétisent les nouveaux critères d'intégration plus stricts.

Politique de migration: collaboration avec d'autres organisations

En 2017, l'organisation foraus a organisé une série d'événements dans toute la Suisse suite à la publication d'un ouvrage intitulé «Neuland». Dans ce cadre, Travail.Suisse a participé à une table ronde organisée dans le canton de Fribourg sur le thème spécifique des défis de l'intégration. Travail.Suisse a également été interviewé dans le cadre d'un reportage réalisé par le média audio-visuel Carrefours TV sur le thème de l'intégration professionnelle des femmes migrantes qualifiées. En outre, dans l'objectif de collaborer davantage avec le Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM), Travail.Suisse s'est entretenu à la fin de l'année avec certains collaborateurs pour suivre l'avancée des projets dans le cadre de l'intégration des personnes dans le domaine de l'asile.

Mehrheit stimmt für die erleichterte Einbürgerung

Einbürgerung: Information über die bis Ende 2017 gelten- den Bestimmungen

Seit Januar 2018 ist das neue, verschärfte Bürgerrechtsgesetz in Kraft. Es erlaubt nur noch Personen im Besitz einer Niederlassungsbewilligung (Ausweis C), einen Antrag auf Einbürgerung zu stellen. Um über die bis Ende 2017 geltenden Einbürgerungsbedingungen zu informieren und mehr Menschen zu ermutigen, vor Inkrafttreten des neuen Gesetzes die Einbürgerung zu beantragen, hat Travail.Suisse die dafür relevanten Informationen zusammengefasst. Diese Informationen waren auf der Website von Travail.Suisse sowie auf jenen verschiedener Mitgliedsverbände verfügbar und konnten von interessierten Personen heruntergeladen werden. In Frage-Antwort-Form zeigten sie den allgemeinen Rahmen des Einbürgerungsverfahrens und die für eine Einbürgerung zu erfüllenden Kriterien auf. Im Hinblick auf das bessere Verständnis wurden die wichtigsten Änderungen und gewisse Minimalanforderungen (wie zum Beispiel das geforderte Sprachniveau) in vergleichenden Tabellen dargestellt.

3. Generation: Endlich ein Ja zur erleichterten Einbürgerung

Ende 2016 hatte Travail.Suisse beschlossen, die Kampagne für die Abstimmung über die erleichterte Einbürgerung der jungen Ausländerinnen und Ausländer der 3. Generation zu unterstützen. Nachdem das Parlament die parlamentarische Initiative «Die Schweiz muss ihre Kinder anerkennen» angenommen hatte, war es an Volk und Ständen über die Verfassungsbe-

stimmung abzustimmen. Im Februar 2017 erreichte sie das erforderliche Mehr von Volk und Kantonen. Travail.Suisse engagierte sich unter anderem mit Interviews von Jungen der dritten Generation sowie mit einem Video mit Statements zur erleichterten Einbürgerung, an dessen Realisierung sich mehrere Organisationen beteiligten, für die Annahme der Vorlage. Das Video wurde 2017 an verschiedene Kreise weitergeleitet und von über tausend Personen gesehen

Ausländer- und Integrationsgesetz: Die Umsetzung ist in Vorbereitung

Nach der Verabschiedung des Ausländer- und Integrationsgesetzes bezog Travail.Suisse zu verschiedenen Verordnungsänderungen, die in Vernehmlassung geschickt worden sind, Stellung. Travail.Suisse äusserte sich namentlich zur Asylverordnung 2 über Finanzierungsfragen, zu den Änderungsentwürfen zu einem Teil der Verordnung über die Integration von Ausländerinnen und Ausländern (VIntA) und der Verordnung über Zulassung, Aufenthalt und Erwerbstätigkeit (VZAE). Die wichtigsten Änderungen betreffen den Ersatz des Bewilligungsverfahrens für die Ausübung einer Erwerbstätigkeit durch eine einfache Meldung sowie die Abschaffung der Sonderabgabe auf Erwerbseinkommen für vorläufig aufgenommene Personen. Die übrigen Änderungen betreffen die Pflicht, Personen aus dem Asylbereich der öffentlichen Arbeitsvermittlung zu melden. Trotz diesen erfreulichen Fortschritten für die Personen im Asylbereich ist nicht wegzudiskutieren, dass das Ausländer- und Integrationsgesetz mit der Revision verschärft wird. 2018 werden die neuen und stren-

geren Integrationskriterien im Rahmen von weiteren Verordnungsänderungen konkretisiert.

Migrationspolitik: Kontaktpflege zu ande- ren Organisationen

2017 hat die Organisation «foraus» im Anschluss an die Herausgabe des Buches «Neuland» eine schweizweite Veranstaltungsreihe organisiert. In diesem Rahmen nahm Travail.Suisse an einem im Kanton Freiburg organisierten Runden Tisch zur Thematik der Integration und ihrer Herausforderungen teil. Travail.Suisse wurde zudem für eine Reportage von Carrefours TV zur Frage der beruflichen Integration qualifizierter Migrantinnen interviewt. Im Hinblick auf eine engere Zusammenarbeit traf sich Travail.Suisse Ende des Jahres mit Mitarbeitenden des Staatssekretariats für Migration (SEM), um über die Entwicklung der Projekte im Bereich der Integration von Personen im Asylbereich zu diskutieren.

Préparer la formation aux défis à venir

Animation théâtrale: succès pour la « première »

Au cours de la semaine du 20 novembre 2017 s'est déroulée

avec succès la « première » de l'animation théâtrale « I Girl – I Boy – I Phone » à Baden. La pièce tourne autour de la recherche d'identité de jeunes gens dans une société globalisée, numérisée et marquée par la migration. L'approbation du projet par le Secrétariat d'ETAT à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI) était conditionnée à ce qu'il y ait aussi une production en Suisse romande et au Tessin. La direction du projet a dû donc trouver dans ces régions linguistiques des groupes de théâtre et des écoles professionnelles pour collaborer à ce projet. Cela n'a pas été trop difficile en raison de l'intérêt de la thématique.

Travailleurs/euses âgés: soutien de et par profunda-suisse

Travail.Suisse soutient depuis le début de 2017 profunda-suisse, l'association des professionnels en orientation professionnelle, pour le développement de leur positionnement politique. Dans la perspective de la 3^{ème} Conférence sur le thème des travailleurs âgés, la présidente de profunda-suisse a participé à la conférence de presse de Travail.Suisse sur le thème « Investir dans les travailleurs/euses âgés en vaut la peine » et a souligné la nécessité abolue pour les travailleurs et travailleuses de plus de 40 ans de procéder régulièrement à un bilan de carrière professionnel minutieux.

Hautes écoles: renforcer les droits de participation

La fédération des Professeurs des hautes écoles spécialisées suisses FH-CH a comme but d'améliorer

les droits de participation dans les hautes écoles spécialisées. Pour ce faire, la FH-CH a organisé un workshop pour les professeur-e-s sur le thème de « l'accréditation selon la nouvelle loi fédérale sur l'encouragement des hautes écoles et la coordination dans le domaine suisse des hautes écoles (LEHE) ». Le workshop a rendu attentif les professeur-e-s aux possibilités de la nouvelle loi et à la manière dont ils peuvent, en tant que professeur-e, avoir de l'influence sur le processus d'accréditation à une haute école. On a invité Travail.Suisse à modérer ce workshop. Parallèlement au workshop, FH-CH a fait une proposition à la Conférence des hautes écoles demandant que le Conseil des hautes écoles élabore des recommandations concrètes quant aux droits de participation des professeur-e-s aux hautes écoles.

Formation professionnelle 2030: aménager le futur de la formation professionnelle

Les organisations partenaires de la formation professionnelle ont réussi à empoigner les défis futurs de la

formation professionnelle par le biais d'un processus stratégique. Travail.Suisse fait partie de l'organe de direction et a obtenu que deux thèmes importants deviennent des points forts du processus (conseil en orientation professionnelle, universitaire et de carrière et diplôme professionnel pour les adultes).

Formation continue: réévaluer les certificats

Un projet doit clarifier la valeur des certificats de formation continue

sur le marché du travail. Le SEFRI a approuvé le projet déposé par Travail.Suisse et d'autres organisations; il a démarré en été 2017. Travail.Suisse a la direction stratégique du projet et la Fédération suisse pour la formation continue la conduite opérationnelle.

La formation professionnelle supérieure: affaiblissement des Ecoles supérieures

Le département du Conseiller fédéral Johann Schneider-Ammann a adopté et mis en œuvre la nouvelle

ordonnance concernant les conditions minimales de reconnaissance des filières de formation et des études postdiplômes des écoles supérieures (OCM ES). Travail.Suisse estime que la nouvelle OCM ES affaiblit les Ecoles supérieures au lieu de les renforcer. On a pu heureusement, dans le cadre de la consultation, encore corriger la réglementation concernant les organisations responsables des plans-cadres d'étude, ce qui a permis de maintenir le partenariat entre les prestataires de formation et les fédérations de branche.

Conseil des hautes écoles: mieux prendre en considération les organisations du monde du travail

Travail.Suisse est membre du Conseil des hautes écoles via le comité permanent des

représentants et représentantes des organisations du

Die Bildung für kommende Herausforderungen vorbereiten

Forumtheater: Die Premiere war ein Erfolg

In der Woche vom 20. November 2017 ging in Baden die Premiere des Forumtheaters «I Girl – I Boy – I Phone» erfolg-

reich über die Bühne. Das Stück dreht sich um die Identitätsfindung junger Menschen in einer globalisierten, digitalisierten und von Migration geprägten Gesellschaft. Die Bewilligung des Projektes durch das Staatssekretariat für Bildung, Forschung und Innovation (SBFI) war mit der Auflage verknüpft, das Forumtheater auch in der Westschweiz und dem Tessin anzubieten und durchzuführen. Die Projektleitung musste deshalb auch in diesen Sprachregionen Theatergruppen und Berufsfachschulen für die Mitarbeit finden, was dank dem interessanten Thema zu keinen Schwierigkeiten führte.

Ältere Arbeitnehmende: Unterstützung von und durch profunda-suisse

Travail.Suisse unterstützt seit Anfang 2017 profunda-suisse, den Verband der Fachleute für

Laufbahnentwicklung, bei der Entwicklung seiner politischen Positionierung. Im Hinblick auf die dritte Konferenz zum Thema «Ältere Arbeitnehmende» hat die Präsidentin von profunda-suisse an der Medienkonferenz von Travail.Suisse zum Thema «Investieren in ältere Arbeitnehmende lohnt sich!» teilgenommen und unterstrichen, dass es für Arbeitnehmende ab 40 ein absolutes Muss ist, regelmässig eine sorgfältige berufliche Standortbestimmung vorzunehmen.

Hochschulen: Mitwirkung mit Wirkung

Der Fachhochschuldozierendenverband FH-CH verfolgt das Ziel, die Mitwirkung an den Fachhochschulen zu verbessern. Dazu hat

der FH-CH einen Workshop für die Dozierenden zum Thema «Die Akkreditierung nach dem neuen Hochschulförderungs- und – koordinationsgesetz» durchgeführt, die Dozierenden auf die Möglichkeiten des neuen Gesetzes hingewiesen und mit ihnen die Planung diskutiert, wie man als Dozierende Einfluss nehmen kann auf den Akkreditierungsprozess an einer Hochschule. Travail.Suisse wurde eingeladen, die Moderation des Anlasses zu übernehmen. Parallel zum Workshop hat der FH-CH einen Antrag an die Schweizerische Hochschulkonferenz eingegeben, welcher verlangt, dass der Hochschulrat konkrete Empfehlungen für die Mitwirkung der Dozierenden an Hochschulen ausarbeitet.

Berufsbildung 2030: Die Zukunft der Berufs- bildung gestalten

Die Verbundpartner der Berufsbildung sind übereingekommen, mit einem Strategieprozess

die zukünftigen Herausforderungen der Berufsbildung offensiv anzugehen. Travail.Suisse ist in den Leitungsgremien präsent und konnte erreichen, dass zwei wichtige Themen (Berufs-, Studien- und Laufbahnberatung, Berufsabschluss für Erwachsene) zu Schwerpunkten des Prozesses erklärt wurden.

Weiterbildung: Zertifikate sollen aufgewertet werden

Im Rahmen eines Projektes soll abgeklärt werden, wie Weiterbildungszertifikate einen Wert auf dem Arbeits-

markt erhalten. Das von Travail.Suisse und anderen Organisationen lancierte Projekt wurde vom SBFI bewilligt und im Sommer 2017 gestartet. Die strategische Leitung liegt bei Travail.Suisse, die operative Leitung beim Schweizerischen Verband für Erwachsenenbildung (SVEB).

Höhere Berufsbildung: Schwächung der Höheren Fachschulen

Das Departement von Bundesrat Schneider-Ammann hat die neue Mindestverordnung für die Höheren Fach-

schulen (MiVo-HF) verabschiedet und in Kraft gesetzt. Nach Ansicht von Travail.Suisse schwächt die neue MiVo-HF die Höheren Fachschulen statt sie zu stärken. Zum Glück konnte über die Vernehmlassung mindestens die Regelung bezüglich der Trägerschaft der Rahmenlehrpläne noch korrigiert werden, so dass die Verbundpartnerschaft zwischen den Anbietern und den Branchenverbänden erhalten bleibt

Hochschulrat: Mehr Beachtung der Organisationen der Arbeitswelt verlangt

Travail.Suisse ist über den ständigen Ausschuss der Vertreterinnen und Vertreter der Organisationen der Arbeitswelt (OdA)

Mitglied des Hochschulrates. Der Vertreter von Travail.Suisse hat in einer Sitzung vehement darauf

monde du travail (OrTra). Le représentant de Travail.Suisse a, lors d'une séance, indiqué avec force que, sur la base des déroulements actuels du comité des OrTra, il n'y avait pas de possibilités de traiter les requêtes du monde du travail. Il demanda dès lors

une insertion plus précoce des OrTra dans les processus décisionnels du Conseil des hautes écoles. On a accepté cette requête. Travail.Suisse s'engage aussi dans la politique des hautes écoles par le canal de l'infomail LEHE qui a publié en 2017 huit articles

sur différents thèmes comme par exemple les cours préparatoires dans le champ de tension de la formation professionnelle et de la formation académique, ou l'accès aux hautes écoles pour les personnes handicapées.

Politique environnementale et énergétique

Important pour les emplois et l'environnement

Stratégie énergétique 2050: un plus pour l'environnement et l'innovation

La stratégie énergétique 2050 est bonne non seulement pour l'environnement mais aussi pour l'innovation et la création d'emplois, c'est

pourquoi Travail.Suisse s'est engagé dans la campagne de votation en écrivant de nombreuses lettres de lecteurs et en publiant une Déclaration conjointe avec l'USS destinée aux médias expliquant pourquoi les syndicats soutiennent la stratégie énergétique 2050. Cette Déclaration indique que la stratégie permet de développer en Suisse des innovations et des investissements et ainsi la création d'emplois. Les coûts pour cette perspective économique positive sont supportables car ils n'entraînent qu'un modeste relèvement du supplément réseau. La nette acceptation de cet objet par le peuple en mai 2017 (58,2% de oui) a réjoui Travail.Suisse.

Marché de l'électricité: document de position en préparation

A fin 2017, le Conseil fédéral n'avait toujours pas adopté de message à l'intention du Parlement sur l'ouverture complète du marché de l'électricité. La persistance de bas prix de gros sur le marché

européen l'explique tout comme l'état des relations institutionnelles entre l'UE et la Suisse. Travail.Suisse et ses fédérations les plus concernées (FPE et Syna) se sont réunies en 2017 pour discuter d'un projet de document portant sur les défis à surmonter pour les travailleurs et travailleuses du marché de l'électricité en profonde mutation. Les questions centrales qui se posent sont non seulement l'ouverture prévisible complète du marché mais aussi les répercussions des mutations structurelles actuelles de la branche de l'économie électrique sur les conditions de travail et la formation du personnel. Le Conseil fédéral prévoit d'adopter le message relatif à l'accord sur l'électricité avec l'UE si possible en 2018 et ouvrira en 2018 une consultation sur la révision de la loi sur l'approvisionnement en électricité. Travail.Suisse et ses fédérations FPE et Syna prévoient de présenter dans ce contexte leur document de position sur le marché de l'électricité comprenant des revendications lors d'une conférence de presse en 2018.

Réductions des émissions de gaz à effet de serre: mesures insuffisantes

Le Conseil fédéral a adopté le 1er décembre 2017 le message sur la révision totale de la loi sur le

CO₂ pour la période 2021-2030. Il s'agit de fixer dans la loi sur le CO₂ les nouveaux objectifs de réduction des gaz à effet de serre selon l'Accord international de Paris sur le climat, valable pour tous les pays avec l'objectif de limiter le réchauffement nettement en-dessous de 2° et si possible à 1,5°. Travail.Suisse doute qu'en maintenant et en renforçant seulement ponctuellement les instruments existants dans les secteurs des transports, du bâtiment et de l'industrie, l'on atteigne les objectifs de réduction d'ici 2030 d'au minimum 30% par rapport à 1990. Travail.Suisse estime qu'il faudrait des mesures supplémentaires dans le domaine des transports là où les émissions continuent à augmenter. Il est aussi très dommage que le programme d'assainissement énergétique des bâtiments prenne déjà fin en 2025. Enfin, il faudra que l'on réduise davantage les émissions de gaz à effet de serre en Suisse même pour favoriser la valeur ajoutée et les emplois dans notre pays et limiter le plus possible les réductions pouvant être faites à l'étranger.

hingewiesen, dass aufgrund der gegenwärtigen Abläufe der Ausschuss der OdA keine Möglichkeiten hat, die Anliegen der Arbeitswelt einzubringen. Er verlange daher eine frühere Einbindung der OdA in die Entscheidungsprozesse des Hochschulrates.

Diesem Anliegen wurde stattgegeben. Hochschulpolitisch engagiert sich Travail.Suisse auch über das HFKG-Infomail, über welches 2017 acht Artikel zu verschiedenen Themen veröffentlicht wurden wie z.B. zu den Vorbereitungskursen im Spannungsfeld

von Berufsbildung und akademischer Bildung, zur Berufsbildung 2030 und ihren Schnittstellen zum Hochschulbereich oder zum Studium mit Beeinträchtigung.

Energie- und Umweltpolitik

Wichtig für den Arbeitsplatz und die Umwelt

Energiestrategie 2050: Ein Plus für die Umwelt und die Innovation

Die Energiestrategie 2050 ist nicht nur positiv für die Umwelt, sondern auch für die Innovation

und die Schaffung von Arbeitsplätzen. Deshalb hat sich Travail.Suisse in der Abstimmungskampagne für die Annahme des Projekts engagiert und zahlreiche Leserbriefe geschrieben und gemeinsam mit dem Schweizerischen Gewerkschaftsbund SGB zu Händen der Medien eine Erklärung mit den Gründen publiziert, die aus Sicht der Arbeitnehmendenverbände für die Energiestrategie 2050 sprechen. Diese Erklärung zeigte auf, dass die Strategie Innovationen und Investitionen in der Schweiz fördert und damit zur Schaffung von Arbeitsplätzen beiträgt. Die Kosten für diesen Konjunkturschub sind tragbar, da sie nur zu einer moderaten Erhöhung des Netzzuschlags führen. Travail.Suisse freute sich über die deutliche Annahme der Vorlage durch die Bevölkerung im Mai 2017 (58.2 Prozent Ja-Stimmen).

Strommarkt: Positionspapier in Vorbereitung

Ende 2017 hatte der Bundesrat seine Botschaft zur vollständigen Öffnung des Strommarktes noch

immer nicht verabschiedet. Erklärt werden kann dieser Verzug sowohl mit den anhaltend niedrigen Grosshandelspreisen auf dem europäischen Markt wie auch mit dem Stand der institutionellen Beziehungen zwischen der Schweiz und der EU. Travail.Suisse und die von der Thematik am stärksten betroffenen Mitgliedsverbände VPE und Syna haben 2017 den Entwurf eines Dokuments zu den Herausforderungen diskutiert, welche die Arbeitnehmenden im sich rasch verändernden Strommarkt bewältigen müssen. Im Zentrum steht dabei nicht nur die absehbare vollständige Marktöffnung, sondern auch die Auswirkungen des aktuellen Strukturwandels in der Elektrizitätswirtschaft auf die Arbeitsbedingungen und die Ausbildung der Mitarbeitenden. Der Bundesrat plant, die Botschaft zum Stromabkommen mit der EU möglichst im Jahr 2018 zu verabschieden und ebenfalls 2018 eine Vernehmlassung zur Revision des Stromversorgungsgesetzes durchzuführen. Travail.Suisse und die angeschlossenen Verbände VPE und Syna werden ihr Positionspapier zum Strommarkt und ihre darin enthaltenen Forderungen an einer Medienkonferenz präsentieren.

Reduktion Treibhausgasausstoss: Unzureichende Massnahmen

Am 1. Dezember 2017 verabschiedete der Bundesrat die Botschaft zur Totalrevision des CO₂-Gesetzes für 2021-2030. Es geht

dabei darum, im CO₂-Gesetz die neuen Treibhausgas-Reduktionsziele gemäss dem Internationalen Klimaabkommen von Paris festzulegen, welches für alle Länder gilt und die globale Erwärmung deutlich unter 2 Grad senken und möglichst auf 1,5 Grad begrenzen will. Travail.Suisse bezweifelt, dass die Reduktionsziele von 30 Prozent gegenüber 1990 bis 2030 alleine mit der Beibehaltung und der punktuellen Verstärkung der bestehenden Instrumente im Verkehrs-, Bau- und Industriesektor erreicht werden können. Travail.Suisse ist der Ansicht, dass es zusätzliche Massnahmen im Verkehr braucht, wo der Treibhausgasausstoss weiter zunimmt. Es ist auch sehr bedauerlich, dass das Gebäudesanierungsprogramm bereits 2025 auslaufen wird. Um die Wertschöpfung und die Arbeitsplätze in unserem Land zu begünstigen, ist dafür zu sorgen, dass der Treibhausgasausstoss vor allem in der Schweiz gesenkt und die Massnahmen im Ausland möglichst begrenzt werden.

On ne touche pas aux mesures d'accompagnement

Libre-échange : en stand-by

Comme prévu, l'arrivée au pouvoir aux Etats-Unis de Donald Trump a mis un frein aux négociations commerciales internationales. C'est en particulier l'accord Tisa sur les services qui n'a pas progressé. Il faut s'en réjouir car une conclusion de cet accord pourrait signifier une évolution peu réversible vers la libéralisation, voire la privatisation de services publics. Il faudra toutefois continuer à suivre l'évolution en cours, le Conseil fédéral manifestant dans ses objectifs 2018 la volonté d'adopter le message à ce sujet. Il n'y a pas eu non plus d'importantes avancées au sujet des accords de libre-échange que la Suisse négocie, dans le cadre de l'AELE, avec d'importants partenaires économiques. Travail.Suisse va continuer à suivre l'évolution sur ce sujet et demander non seulement l'inclusion de dispositions sur les droits humains, du travail et de l'environnement dans ces accords mais aussi des mécanismes pour les mettre en œuvre et, en dernier recours, la possibilité de prendre des sanctions.

Politique européenne : pas d'avancée

On n'a pas progressé non plus au sujet d'un accord-cadre institutionnel entre l'UE et la Suisse, qui devrait permettre de développer la voie bilatérale et débloquer la conclusion d'accords qui seraient techniquement mûrs, comme par exemple l'accord sur l'électricité. Pour Travail.Suisse, il serait souhaitable de parvenir à un accord avec l'UE avant les élections fédérales de 2019. En effet, un cadre juridique bien réglé de nos relations avec l'UE est né-

cessaire pour favoriser le plus possible le développement socio-économique et le maintien et la création d'emplois. Un tel accord-cadre doit aussi garantir les mesures d'accompagnement à la libre circulation en Suisse et leur développement.

Migration : au menu de l'OIT

La Conférence internationale du travail de l'OIT s'est tenue au début du mois de juin à Genève. Travail.

Suisse a été représenté cette année par Denis Torche qui a participé, en tant que délégué suppléant, à la commission consacrée à la mise en œuvre des Principes et Droits fondamentaux au travail et Hélène Agbémégnah, conseillère technique, qui a participé à la commission sur les migrations de main-d'œuvre. Dans ce cadre, il faut mentionner l'importance des conventions n° 97 et 143 de l'OIT sur la migration. Comme la Suisse n'a pas encore ratifié ces deux conventions, il faudrait examiner les mesures à prendre pour ratifier ces deux conventions.

OIT : elle fête son centenaire en 2019

L'organisation internationale du travail (OIT) fêtera ses cent ans d'existence en 2019. Dans ce cadre,

la Suisse a décidé de soutenir parmi les initiatives destinées à célébrer le centenaire celle relative au futur du travail. En tant que membre de la Commission fédérale tripartite sur les affaires de l'OIT, Travail.Suisse a manifesté sa volonté de participer à l'événement en collaboration avec ses fédérations pour soutenir le projet d'initiative sur le futur du travail.

An den flankierenden Massnahmen darf nicht gerüttelt werden

Freihandel: Im Standby-Modus

Erwartungsgemäss bremste die Machtübernahme von Donald Trump in den USA die internationalen Handelsvertragsverhandlungen. Insbesondere das Tisa-Abkommen zu den Dienstleistungen ist nicht vorangekommen. Das ist zu begrüssen, denn ein Abschluss dieses Abkommens könnte einen irreversiblen Schritt in Richtung Liberalisierung oder gar Privatisierung öffentlicher Dienstleistungen bedeuten. Es gilt, die Entwicklung im Auge zu behalten, denn der Bundesrat hat in seinen Zielen für 2018 seine Absicht unterstrichen, die Botschaft zum Thema zu verabschieden. Auch bei den Freihandelsabkommen, die die Schweiz mit wichtigen Wirtschaftspartnern im Rahmen der EFTA aushandelt, sind keine nennenswerten Fortschritte zu verzeichnen. Travail.Suisse wird die Entwicklungen in diesem Bereich weiterhin verfolgen und fordert nicht nur die Aufnahme von Menschenrechts-, Arbeits- und Umweltvorschriften in diese Abkommen, sondern auch von Mechanismen zu ihrer Umsetzung und - als letztes Mittel – der Möglichkeit von Sanktionen.

Europapolitik: Keine Fortschritte

Keine Fortschritte gab es auch bezüglich eines institutionellen Rahmenabkommens zwischen der EU und der Schweiz. Ziel eines solchen Abkommens wäre es, den bilateralen Weg weiterzuentwickeln und den Abschluss technisch ausgereifter Abkommen wie zum Beispiel des Stromabkommens zu deblockieren. Für Travail.Suisse wäre es wünschenswert,

noch vor den Nationalratswahlen 2019 eine Einigung mit der EU zu erzielen. In der Tat ist ein gut geregelter Rechtsrahmen für unsere Beziehungen zur EU notwendig, um die sozioökonomische Entwicklung sowie den Erhalt und die Schaffung von Arbeitsplätzen zu begünstigen. Ein solches Rahmenabkommen muss allerdings die flankierenden Massnahmen zur Personenfreizügigkeit und ihre Weiterentwicklung sicherstellen.

Migration: Auf der Tagesordnung der Internationalen Arbeitskonferenz

Die Internationale Arbeitskonferenz der IAO fand Anfang Juni in Genf statt. Travail.Suisse war dieses Jahr durch Denis Torche vertreten, der als stellvertretender Delegierter in der Kommission zur Umsetzung der IAO-Normen und –Prinzipien mitarbeitete, und Héléne Agbémégnah, die als fachliche Beraterin in der Kommission für Arbeitsmigration mitwirkte. In diesem Zusammenhang ist auf die Bedeutung der IAO-Übereinkommen Nr. 97 und 143 zur Migration hinzuweisen. Da die Schweiz diese beiden Übereinkommen noch nicht ratifiziert hat, sollten jetzt Massnahmen zu ihrer Ratifizierung erwogen werden.

IAO: 2019 feiert sie ihr 100jähriges Bestehen

Die Internationale Arbeitsorganisation (ILO) feiert 2019 ihr 100-jähriges Bestehen. In diesem Zusammenhang hat die Schweiz beschlossen, die Jahrhundertinitiative zur Zukunft der Arbeit zu unterstützen. Als Mitglied der

Tripartiten Kommission für Angelegenheiten der IAO hat Travail.Suisse unterstrichen, die Initiative zur Zukunft der Arbeit gemeinsam mit den angeschlossenen Verbänden ebenfalls zu unterstützen.

Cinglante défaite pour la Réforme de l'imposition des entreprises III

RIE III : le peuple dit non

La réforme de l'imposition des entreprises III a été balayée par le peuple le 12 février 2017 avec

presque 60 % de non, les votant-e-s ayant compris que la réforme entraînait beaucoup trop de pertes fiscales, ce qui aurait conduit à des réductions de prestations intolérables pour la population ou des hausses d'impôts. Par ailleurs, le projet était complètement déséquilibré puisqu'il n'était pas contre-financé par l'économie qui aurait profité fortement de la réforme. Travail.Suisse s'est bien engagée dans la campagne de votation en publiant des lettres de lecteurs et des opinions dans la presse écrite, en réagissant sur les sites internet online des journaux et en distribuant des flyers. Le Conseil fédéral a rapidement jeté les bases d'une nouvelle réforme, appelée Projet fiscal 17 et Travail.Suisse a pu donner son avis lors de deux auditions en présence du Conseiller fédéral Ueli Maurer. Le projet, envoyé en consultation en automne 2017, réduit les pertes fiscales pour la Confédération à environ 700 millions de francs et prévoit un contre-financement de l'économie par une augmentation de l'imposition des dividendes et une augmentation des montants minimaux des allocations familiales de 30 francs. Le message du Conseil fédéral n'a presque rien changé au projet mis en consultation. Les Chambres fédérales traiteront du Projet fiscal 17 en 2018. Pour Travail.Suisse, le Projet fiscal 17 représente un base de départ à améliorer car les pertes fiscales demeurent trop importantes et le contre-financement de l'économie encore insuffisant.

Finances fédérales : économies excessives

Le fonctionnement du frein à l'endettement a continué à être critiqué par

Travail.Suisse en 2017 car les excédents budgétaires servent surtout à réduire la dette de la Confédération alors qu'on pourrait, au moins en partie, les affecter à des investissements, d'autant plus que le taux d'endettement de la Confédération n'a cessé de baisser au cours des derniers dix ans et que les dispositions de la Constitution fédérale n'interdisent pas une gestion symétrique du compte de compensation. Le rapport d'experts commandé par le Conseil fédéral sur ce sujet n'est malheureusement pas de nature à entraîner un changement de politique car il parvient à la conclusion que les erreurs d'estimation de ces dernières années entre le budget et les comptes devraient se réduire et ne voit donc pas de nécessité immédiate d'agir.

Service public : le document de position a été actualisé

Le service public a subi quelques attaques en particulier dans le domaine des transports de

marchandises ou de passagers. Ainsi, la commission des transports et des télécommunications du Conseil national a proposé la transformation de CFF Cargo en une entreprise autonome, sous prétexte d'augmenter la concurrence, ce qui pourrait conduire à une privatisation et remettre en question la convention collective de travail (CCT). Pour l'empêcher, Travail.Suisse et son affilié Transfair se sont mobilisés en faisant du lobbying auprès du Conseil national lors

de la session de printemps. Travail.Suisse a pris note avec satisfaction que, dans un rapport rendu public en novembre 2017, le Conseil fédéral préconise que CFF Cargo reste une filiale intégrée au groupe CFF. Un autre sujet de préoccupation est la concurrence déloyale exercée par l'entreprise low cost Flixbus de l'infrastructure ferroviaire avec des conséquences négatives pour l'environnement et les conditions de travail. Travail.Suisse est pour le maintien de l'interdiction du cabotage en Suisse par toute compagnie de bus étrangère.

Un autre sujet de préoccupation concerne le réseau postal avec la suppression d'un nombre considérable d'offices postaux. Travail.Suisse a soutenu à cette fin plusieurs interventions parlementaires pour y mettre des conditions régionales et sociales (critères d'accès régionaux, formation du personnel des agences, surveillance etc.).

Le document de position sur le service public a été fortement actualisé car il datait de 2009. Il prend en considération notamment les défis que pose la numérisation et introduit des domaines nouveaux de service public comme l'audiovisuel. Ce nouveau document de position a été présenté lors d'une conférence de presse sur le service public qui s'est tenue le 30 janvier 2018 et qui a mis notamment l'accent sur notre action contre l'initiative « No Billag ».

Kanterniederlage für die Unternehmenssteuerreform III

Unternehmens- steuerreform III: Volk sagt Nein

Die Unternehmenssteuerreform III wurde am 12. Februar 2017 von der Stimmbevölkerung mit fast 60 Prozent Nein-Stimmen bachab geschickt.

Die Stimmenden hatten offensichtlich verstanden, dass die Reform zu hohe Steuerverluste und damit inakzeptable Leistungskürzungen oder Steuererhöhungen für die Bevölkerung nach sich gezogen hätte. Ausserdem war die Vorlage völlig unausgewogen, da sie nicht von der Wirtschaft gegenfinanziert wurde, die von der Reform profitiert hätte. Travail.Suisse setzte sich in der Abstimmungskampagne stark für ein Nein ein, veröffentlichte Leserbriefe und verfasste Stellungnahmen für diverse Printmedien. Zudem reagierte Travail.Suisse auch auf den Internetportalen der Medien auf Beiträge und verteilte Flyer an die Bevölkerung. Der Bundesrat legte unmittelbar nach der Abstimmung seine Empfehlungen für eine neue Reform, die Steuervorlage 17, vor. Travail.Suisse konnte im Rahmen von zwei Anhörungen und im Beisein von Bundesrat Ueli Maurer zu diesen Vorschlägen Stellung nehmen. Die Vorlage, die im Herbst 2017 in die Vernehmlassung geschickt wurde, reduziert die Steuerverluste des Bundes auf rund 700 Millionen Franken und sieht mit der Erhöhung der Dividendenbesteuerung und einer Erhöhung der Mindesthöhe der Kinder- und Ausbildungszulagen um 30 Franken eine Gegenfinanzierung der Wirtschaft vor. Die Botschaft des Bundesrates hat am Vorschlag kaum etwas verändert. Die eidgenössischen Räte werden sich 2018 mit der Steuervorlage 17 befassen. Für Travail.Suisse ist die Steuervorlage 17 eine Diskussionsgrundlage, die allerdings verbessert werden muss,

da die Steuerverluste immer noch zu hoch sind und die Gegenfinanzierung der Wirtschaft ungenügend bleibt

Bundesfinanzen: Übertriebene Einsparungen

Travail.Suisse übte auch 2017 Kritik an der Schuldenbremse. In der Tat werden die Haushaltsüberschüsse des Bundes hauptsächlich

für den Schuldenabbau verwendet, obwohl man zumindest einen Teil davon für Investitionen einsetzen könnte, zumal die Schuldenquote des Bundes in den letzten zehn Jahren stetig zurückgegangen ist und die Bestimmungen der Bundesverfassung eine symmetrische Bewirtschaftung des Ausgleichskontos nicht verbieten. Eine Lockerung der Schuldenbremse ist indes unwahrscheinlich, da ein vom Bundesrat in Auftrag gegebenes Gutachten zum Schluss kommt, dass die Budgetunterschreitungen abnehmen werden und somit kein unmittelbarer Handlungsbedarf besteht.

Service public: Positionspapier wurde überarbeitet

Der Service public war 2017 einigen Angriffen ausgesetzt, namentlich im Bereich des Güter- und Personenverkehrs.

Die Kommission für Verkehr und Fernmeldewesen des Nationalrats hatte im Hinblick auf mehr Konkurrenz vorgeschlagen, SBB Cargo in ein eigenständiges Unternehmen umzuwandeln, was zur Privatisierung führen und den Gesamtarbeitsvertrag (GAV) in Frage stellen könnte. Travail.Suisse und transfair lobbyierten während der Frühjahrssession

bei den Nationalrätinnen und Nationalräten gegen dieses Vorhaben. Sie nahmen im November 2017 mit Genugtuung den Bericht des Bundesrates zur Kenntnis, wonach SBB Cargo als Tochtergesellschaft im SBB-Konzern verbleiben soll. Zu Besorgnis Anlass gab auch der gegenüber der Eisenbahn durch das Low-Cost-Unternehmen FlixBus ausgeübte unlautere Wettbewerb mit seinen negativen Folgen für die Umwelt und die Arbeitsbedingungen. Travail.Suisse befürwortet die Beibehaltung des Kabotageverbots in der Schweiz für alle ausländischen Busunternehmen.

Aufgrund der Schliessung einer beträchtlichen Anzahl von Poststellen gab 2017 auch die Entwicklung des Poststellennetzes viel zu reden. Travail.Suisse unterstützte mehrere parlamentarische Vorstösse, um die Schliessung an regionale und soziale Bedingungen zu knüpfen (Erreichbarkeitsvorgaben, Ausbildung des Personals auf den Agenturen, Aufsicht usw.)

Das aus dem Jahr 2009 stammende Positionspapier von Travail.Suisse zum Service public wurde vollständig überarbeitet. Es trägt jetzt namentlich den Herausforderungen der Digitalisierung Rechnung und geht auf neue Bereiche des Service public – zum Beispiel das audiovisuelle Angebot – ein. Dieses neue Positionspapier wurde im Rahmen einer Medienkonferenz zum Service public, die am 30. Januar 2018 stattfand und deren Schwerpunkt vor allem auf der Kampagne gegen die No-Billag-Initiative lag, der Öffentlichkeit vorgestellt.

Les thèmes de Travail.Suisse au Parlement

Génération sandwich: une attention particulière est requise pour leur situation

L'importance de ce thème a gagné la scène politique fédérale. Lors de sa séance du 1er février 2017, le Conseil fédéral a chargé le Département fédéral de l'intérieur de préparer, en commun avec le Département fédéral de justice et police et le Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche, un projet pour que les proches aidants puissent s'engager sans pour autant se retrouver débordés ou plongés dans des difficultés financières. Les membres du Parlement se sont aussi emparés de cette thématique. Ainsi, le conseiller national Marco Romano (PDC/TI) a interpellé le Conseil fédéral pour savoir quelle est son appréciation de la situation des personnes qui, tout en continuant à s'occuper de leurs enfants, doivent aussi déjà prendre en charge leurs parents (la génération dénommée génération sandwich). Le gouvernement fit alors référence au projet en cours d'élaboration et à la réforme de la prévoyance vieillesse 2020 qui aurait dû avant tout améliorer la situation des femmes qui accomplissent une grande partie du travail de soin et d'éducation non payé. Il faut espérer que la nouvelle version de la réforme de la prévoyance vieillesse gardera aussi en ligne de mire ce groupe de personnes.

Assurance-chômage: rapport sur les effets de la 4^{ème} révision

La 4^{ème} révision de la loi sur l'assurance-chômage est entrée en vigueur le 1^{er} avril 2011. Travail.

Le thème des proches aidants a été l'un des thèmes centraux pour Travail.Suisse en 2017.

Dans l'intervalle,

Suisse s'était opposé à cette loi par référendum, mais sans succès. Elle a provoqué pour divers groupes de personnes sans emploi des détériorations. Ce sont en particulier les élèves et étudiants en fin d'études et les chômeurs de longue durée qui ont été négativement touchés. C'est pourquoi il n'est pas indifférent de connaître les effets de la révision. Le Conseiller national Marco Romano (PDC/TI) avait ainsi déposé en décembre 2016 un postulat demandant au Conseil fédéral de produire un rapport à ce sujet. En février 2017, le Conseil fédéral proposa le rejet du postulat arguant du fait qu'il y a déjà des recherches qui ont été faites sur les effets de la 4^{ème} révision de la loi sur l'assurance-chômage et qu'il n'est dès lors nul besoin de produire un rapport supplémentaire. Il faut attendre maintenant pour voir si le Parlement voit les choses différemment ou non.

Stages: avoir une vue d'ensemble

Malheureusement, c'est une réalité: également en Suisse, de nombreux stagiaires travaillent sans pour autant recevoir un salaire et souvent même pour de longues périodes. Selon une étude publiée par l'Office fédéral de la statistique, 1.2 pourcent des diplômés des Hautes écoles sont toujours engagés avec un contrat de stagiaire cinq ans après avoir terminé leurs études. La Conseillère nationale Lisa Mazzone (Les Vert-e-s/GE) a ainsi chargé le Conseil fédéral par voie de postulat de produire un rapport exhaustif sur la situation pratique des stages en Suisse et d'examiner jusqu'à quel point on pouvait définir un stage dans la loi. Le Conseil fédéral a proposé de rejeter le postulat en février 2017 arguant du fait que ce sont les cantons qui sont en premier lieu

compétents pour surveiller le marché du travail et qui disposent des instruments nécessaires pour mettre fin aux abus. Le Parlement se prononcera en 2018 sur le postulat.

Rencontre de Travail.Suisse avec les parlementaires: échange sur des thèmes actuels politiques et économiques

avec les parlementaires. La rencontre du printemps a été consacrée à la réforme des prestations complémentaires. Pour Travail.Suisse, elles sont un constituant indispensable du premier pilier et la révision a une large portée pour les travailleurs et travailleuses, les rentiers et rentières AVS et les bénéficiaires de l'AI. La rencontre de l'automne a été consacrée au congé paternité. Travail.Suisse a informé les parlementaires sur l'initiative, lancée avec männer.ch, alliance F et Pro familia, demandant un congé de 20 jours pour les nouveaux pères.

Groupe parlementaire pour le travail: comment intégrer les réfugiés sur le marché du travail

Travail.Suisse participe aussi aux rencontres du groupe parlementaire pour le travail qui se déroulent lors des sessions d'été et d'hiver. Mais en 2016, il n'y eut qu'une rencontre qui s'est tenue lors de la session d'hiver et qui fut consacrée à l'intégration des réfugiés sur le marché du travail.

Lors des deuxièmes mardis des sessions de printemps et d'automne se déroule la rencontre de Travail.Suisse

Travail.Suisse-Themen im Parlament

«Sandwich-Generation»: Ihre Situation verdient ein besonderes Augenmerk

Themen. Auch die Bundespolitik hat mittlerweile die Bedeutung des Themas erkannt. An seiner Sitzung vom 1. Februar 2017 beauftragte der Bundesrat das Eidgenössische Departement des Innern, gemeinsam mit dem Eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartement und dem Departement für Wirtschaft, Bildung und Forschung eine Vorlage auszuarbeiten, damit betreuende und pflegende Angehörige sich engagieren können, ohne sich zu überfordern oder in finanzielle Engpässe zu geraten. Auch die Mitglieder des Parlaments nahmen sich der Thematik an. So gelangte Nationalrat Marco Romano (CVP/TI) mit einer Anfrage an den Bundesrat und wollte von ihm wissen, wie er die Situation jener Personen beurteilt, die sich noch um ihre Kinder und schon um ihre Eltern kümmern müssen (die sogenannte «Sandwich-Generation»). Die Landesregierung verwies dabei auf die Vorlage, die sich in Ausarbeitung befindet, sowie auf die Reform der Altersvorsorge 2020, welche vor allem die Situation der Frauen, die einen grossen Teil der unbezahlten Erziehungs- und Pflegearbeit leisten, hätte verbessern sollen. Es ist zu hoffen, dass die Neuauflage der Reform der Altersvorsorge diese Personengruppe ebenfalls im Blick behält.

Arbeitslosenversicherung: Bericht zu den Auswirkungen der 4. Revision

2017 gehörte das Thema der pflegenden Angehörigen für Travail.Suisse zu den zentralen

Am 1. April 2011 ist die 4. Revision des Arbeitslosenversicherungs-

gesetzes in Kraft getreten. Travail.Suisse hatte sich erfolglos mit dem Referendum gegen diese Revision gewehrt. Sie brachte verschiedenen Gruppen von erwerbslosen Personen Verschlechterungen, betroffen sind unter anderem Schul- und Studienabgängerinnen und -abgänger und Langzeitarbeitslose. Es ist deshalb von nicht unerheblichem Interesse zu wissen, welches Fazit aus der Revision gezogen werden kann. Nationalrat Marco Romano (CVP/TI) hatte im Dezember 2016 ein Postulat eingereicht mit dem Auftrag an den Bundesrat, einen entsprechenden Bericht zu erstellen. Im Februar 2017 beantwortete die Landesregierung das Postulat negativ mit der Begründung, dass es bereits Untersuchungen zu den Auswirkungen der 4. Revision des Arbeitslosengesetzes gibt und kein Bedarf für einen weiteren Bericht besteht. Abzuwarten bleibt, ob das Parlament anderer Meinung ist.

Praktika: Überblick schaffen

Leider ist es eine Tatsache: Auch in der Schweiz arbeiten viele Praktikantinnen und Praktikanten, ohne dafür einen Lohn zu erhalten, und das zum Teil über eine längere Zeit hinweg. Gemäss einer vom Bundesamt für Statistik veröffentlichten Untersuchung sind schätzungsweise 1.2 Prozent der Hochschulabgängerinnen und -abgänger fünf Jahre nach Studienabschluss noch immer in einem Praktikumsverhältnis angestellt. Nationalrätin Lisa Mazzone (Grüne/GE) hatte deshalb den Bundesrat Ende 2016 mit einem Postulat beauftragt, einen umfassenden Bericht zur Praktikumsituation in der Schweiz vorzulegen und zu prüfen, inwiefern ein Praktikum gesetzlich definiert werden könnte. Im Februar 2017 beantragte der Bundesrat die Ablehnung

des Postulates mit der Begründung, dass die Kantone in erster Linie für den Vollzug der Arbeitsmarktaufsicht zuständig sind und über die notwendigen Instrumente verfügen, um allfälligen Missbräuchen zu begegnen. 2018 wird das Parlament über das Postulat befinden.

Sessionsanlässe von Travail.Suisse: Austausch zu aktuellen Polit- und Wirtschaftsthemen

Jeweils am zweiten Dienstag der Frühlings- und Herbstsession findet der Sessionsanlass von Travail.

Suisse statt. Der Anlass im Frühling war der Reform der Ergänzungsleistungen gewidmet. Diese Reform ist für die Arbeitnehmenden, die AHV-Rentnerinnen und Rentner und die IV-Bezügerinnen und -Bezüger von grosser Tragweite. Der Anlass der Herbstsession hatte den Vaterschaftsurlaub zum Thema. Travail.Suisse informierte die Parlamentarierinnen und Parlamentarier über die mit männer.ch, alliance F und Pro Familia lancierte Initiative, welche einen Urlaub von 20 Tagen für frischgebackene Väter fordert.

Parlamentarische Gruppe für Arbeit: Wie können Flüchtlinge in den Arbeitsmarkt integriert werden?

Travail.Suisse nimmt jeweils auch an den Anlässen der parlamentarischen Gruppe für Arbeit statt, die in der Sommer- und in der Winter-session durchgeführt werden. 2017 fand ausnahmsweise nur eine Veranstaltung statt, und zwar im Rahmen der Wintersession. Diese Veranstaltung war der Integration von Flüchtlingen in den Arbeitsmarkt gewidmet.

Retour à la case départ pour la prévoyance vieillesse

**12 février 2017 :
naufrage de la réforme
de l'imposition des
entreprises III**

de la troisième génération, la création d'un fonds pour les routes nationales et le trafic d'agglomération (FORTA) et la troisième réforme de l'imposition des entreprises. Les citoyennes et citoyens ont voté tout-à-fait dans le sens souhaité par Travail.Suisse en acceptant la naturalisation facilitée des étrangers de la troisième génération, en approuvant la création de FORTA et en rejetant la troisième réforme de l'imposition des entreprises.

60.4 pourcent des votant-e-s ont accepté la naturalisation facilitée et le oui fut aussi net à la majorité des cantons (17 à 6). Travail.Suisse s'est réjoui que la 4^{ème} tentative fut enfin la bonne et que les jeunes étrangers et étrangères de la 3^{ème} génération aient enfin obtenu la possibilité de se naturaliser à des conditions facilitées. Il s'agit de jeunes gens qui sont nés en Suisse, qui y ont fait leur scolarité et dont les parents et grands-parents ont déjà vécu en Suisse.

Le oui clair du peuple (61.9 pourcent des voix) pour la création d'un fonds pour les routes nationales et le trafic d'agglomération (FORTA) est réjouissant. Ce fonds permettra de réaliser des projets nécessaires du réseau routier mais aussi des projets de la mobilité douce dans plusieurs régions de notre pays.

Le troisième objet soumis au vote du 12 février 2017 était particulièrement contesté. La troisième réforme de l'imposition des entreprises a été rejetée clairement – et ce fut une surprise – par 59.1 pour-

cent de non. Travail.Suisse a pris connaissance de cette décision avec satisfaction. C'est avant tout le déséquilibre du projet qui l'envoya au tapis. La réforme aurait coûté à la Confédération, aux cantons et aux communes plus de 3 milliards de francs. Il aurait fallu financer ces pertes fiscales par des impôts plus élevés sur le revenu ou par un démantèlement de prestations de service public.

cent de non. Travail.Suisse a pris connaissance de cette décision avec satisfaction. C'est avant tout le déséquilibre du projet qui l'envoya au tapis. La réforme aurait coûté à la Confédération, aux cantons et aux communes plus de 3 milliards de francs. Il aurait fallu financer ces pertes fiscales par des impôts plus élevés sur le revenu ou par un démantèlement de prestations de service public.

**21 mai 2017 : un oui
aux effets favorables
pour la place
industrielle suisse**

par 58.2 pourcent de oui. Pour Travail.Suisse, ce fut une décision réjouissante : autant pour la place industrielle suisse que pour un approvisionnement énergétique durable. En effet, la direction donnée par la stratégie énergétique 2050 comporte la chance de créer de nouveaux emplois porteurs d'avenir et de maintenir les emplois existants.

Le 21 mai 2017, les citoyens et citoyennes n'eurent à décider que sur un seul objet : la stratégie énergétique 2050. Ils l'acceptèrent

**24 septembre 2017 :
le blocage dans la
prévoyance vieillesse
demeure complet**

Travail.Suisse s'est fortement engagé dans la perspective de la votation du 24 septembre 2017. On a voté ce jour-là entre autres sur la réforme de la prévoyance vieillesse 2020 et sur le financement supplémentaire de l'AVS via un relèvement de la TVA. Travail.Suisse avait recommandé le oui pour les deux objets et s'était engagé avec force dans la campagne de votation pour leur

acceptation. La sécurité du niveau des rentes pour tous, l'adaptation de la prévoyance vieillesse à l'évolution de la société et l'empêchement d'un âge de la retraite général plus élevé, étaient pour Travail.Suisse les principaux arguments en faveur du oui.

Après une rude campagne de votation, les citoyens et les citoyennes décidèrent de rejeter les deux objets. La réforme de la prévoyance vieillesse fut rejetée par 52.7 pourcent des votant-e-s. Le financement supplémentaire de l'AVS par un relèvement de la TVA échoua seulement par une très petite majorité de non de 2357 voix et une majorité de non de 13.5 contre 9.5 cantons. Pour Travail.Suisse, ce résultat représenta une grande déception car il préfigure de nouvelles mesures de démantèlement dans la prévoyance vieillesse qui seront portées par l'évolution démographique conduisant à une lacune de financement grandissante dans l'AVS.

Relégué quelque peu dans l'ombre, en raison des débats sur la réforme de la prévoyance vieillesse, le contre-projet direct à l'initiative populaire « Pour la sécurité alimentaire » obtint un résultat clair et net de 78.7 pourcent de oui. Cela dénota qu'il n'était guère contesté. Travail.Suisse avait aussi recommandé de dire oui à cet objet.

Zurück auf Feld eins bei der Altersvorsorge

12. Februar 2017: Unternehmenssteuerreform III erleidet Schiffbruch

2018 fanden auf eidgenössischer Ebene drei Urnengänge statt. Am 12. Februar 2017 standen die erleichterte Einbürgerung von Personen der 3. Ausländergeneration, die Schaffung eines Fonds für die Nationalstrassen und den Agglomerationsverkehr (NAF) und die Unternehmenssteuerreform III auf der Agenda. Die Stimmbürgerinnen und Stimmbürger stimmten ganz im Sinne von Travail.Suisse ab, indem sie der erleichterten Einbürgerung von Personen der 3. Ausländergeneration und der Schaffung eines Nationalstrassenfonds zustimmten und die Unternehmenssteuerreform III ablehnten.

Die erleichterte Einbürgerung wurde mit einem Ja-Anteil von 60.4 Prozent der Stimmen angenommen. Auch das Ständemehr fiel sehr deutlich aus (17 zu 6). Travail.Suisse freut sich, dass es im vierten Anlauf endlich geklappt hat und junge Frauen und Männer der 3. Ausländergeneration die Möglichkeit erhalten, sich erleichtert einbürgern zu lassen. Es geht dabei um jene jungen Leute, die in der Schweiz geboren wurden und hier ihre Schulzeit verbracht haben und deren Eltern und Grosseltern bereits in der Schweiz gelebt haben.

Auch das deutliche Ja des Stimmvolks (61.9 Prozent der Stimmen) zur Schaffung eines Fonds für die Nationalstrassen und den Agglomerationsverkehr (NAF) ist erfreulich. Dank dieses Fonds können in mehreren Regionen unseres Landes notwendige Strassennetzprojekte, aber auch Projekte im Bereich des Langsamverkehrs realisiert werden.

Besonders umstritten war die dritte Vorlage,

die am 12. Februar 2017 zur Abstimmung kam. Die Unternehmenssteuerreform III wurde schliesslich überraschend klar mit 59.1 Prozent Nein-Stimmen bachab geschickt. Travail.Suisse nahm diesen Entscheid mit Genugtuung zur Kenntnis. Es war vor allem ihre Unausgewogenheit, welche die Vorlage zu Fall brachte. Die Reform hätte Bund, Kantone und Gemeinden mehr als 3 Milliarden Franken pro Jahr gekostet. Diese Steuerausfälle hätten mit höheren Einkommenssteuern oder einem Abbau von öffentlichen Leistungen durch die Bürgerinnen und Bürger finanziert werden müssen.

21. Mai 2017: Ein Ja zugunsten des Arbeitsplatzes Schweiz

Am 21. Mai 2017 hatten die Stimmbürgerinnen und Stimmbürger nur über eine einzige eidgenössische Vorlage zu entscheiden: die Energiestrategie 2050. Sie stimmten ihr mit 58.2 Prozent Ja-Stimmen zu. Aus Sicht von Travail.Suisse ein sehr erfreulicher Entscheid, der für den Arbeitsplatz Schweiz ebenso wichtig ist wie für die nachhaltige Energieversorgung. Denn dank der mit der Energiestrategie 2050 eingeschlagenen Richtung besteht die Chance, in der Schweiz neue, zukunftsfähige Arbeitsplätze zu schaffen und bestehende Stellen zu erhalten.

24. September 2017: Die Blockade bei der Altersvorsorge bleibt bestehen

Besonders gefordert war Travail.Suisse im Vorfeld der Abstimmung vom 24. September 2017. Abgestimmt wurde an diesem Datum

nämlich unter anderem über die Reform der Altersvorsorge 2020 und die Zusatzfinanzierung der AHV durch eine Erhöhung der Mehrwertsteuer. Travail.Suisse hatte für beide Vorlagen die Ja-Parole beschlossen und sich im Abstimmungskampf vehement für deren Annahme eingesetzt. Die Sicherung des Rentenniveaus für alle, die Anpassung der Altersvorsorge an die gesellschaftliche Entwicklung und die Verhinderung eines generell höheren Rentenalters waren für Travail.Suisse drei wesentliche Argumente zugunsten des Ja.

Nach einem harten Abstimmungskampf entschieden die Stimmbürgerinnen und Stimmbürger, beide Vorlagen abzulehnen. Die Reform der Altersvorsorge wurde von 52,7 Prozent der Stimmenden verworfen. Die Zusatzfinanzierung der AHV durch eine Erhöhung der Mehrwertsteuer scheiterte nur mit einer sehr knappen Nein-Mehrheit von 2357 Stimmen und einer Nein-Mehrheit von 13.5 gegen 9.5 Kantonen am Volks- und am Ständemehr. Travail.Suisse zeigte sich über dieses Resultat sehr enttäuscht, da absehbar ist, dass damit wieder Abbaumassnahmen bei der Altersvorsorge auf den Tisch kommen werden, die durch die aufgrund der demografischen Entwicklung zunehmende Finanzierungslücke bei der AHV Auftrieb erhalten dürften.

Von der Debatte über die Reform der Altersvorsorge etwas in den Hintergrund gerückt wurde der direkte Gegenvorschlag zur Volksinitiative «Für Ernährungssicherheit», über den ebenfalls am 24. September 2017 abgestimmt wurde. Das deutliche Resultat von 78,7 Ja-Stimmen wies darauf hin, dass diese Vorlage weit weniger umstritten war. Travail.Suisse hatte diese Vorlage ebenfalls zur Annahme empfohlen.

130 000 signatures pour le congé paternité

**Congé paternité:
événement haut en
couleur pour la remise
des signatures**

Après de nombreuses années de travail préparatoire et plus de 30 interventions sans suite positive au Parlement,

Travail.Suisse a lancé en mai 2016 l'initiative populaire « Pour un congé paternité raisonnable – en faveur de toute la famille ». Après seulement une année de récolte de signatures, les quatre organisations faitières, Travail.Suisse, alliance F, männer.ch et Pro Familia Suisse, déposèrent le 4 juillet 2017 ensemble à la Chancellerie fédérale les cartons de signatures. Ce sont en tout plus de 130 000 signatures qui furent récoltées, dont 107 106 validées. Aussi grande fut la joie, aussi grand l'écho dans la population et les médias. Lors de la journée de remise des signatures, près de 300 personnes déambulèrent sur la route passant par le Palais fédéral jusqu'à la Chancellerie fédérale, provenant des organisations participantes mais plus encore à titre individuel. Le tableau était chatoyant : une foule colorée de personnes avec des poussettes et des ballons – toutes avec le but commun d'octroyer un congé paternité aux pères en Suisse. Après la pause estivale, vint la grosse déception en date du 18 octobre 2017 : le Conseil fédéral non seulement rejeta l'initiative populaire pour un congé paternité de vingt jours mais décida aussi de ne pas lui opposer de contre-projet. On attend maintenant la présentation du message du Conseil fédéral et ensuite les débats parlementaires.

**Conférences de presse
et campagnes: faire
connaître ses positions
et effectuer un travail de
conviction**

Travail.Suisse a invité les médias à neuf reprises en 2017 en faisant part de revendications intéressant le monde du travail.

La première conférence de presse a eu lieu le 31 janvier 2017 de concert avec « l'Alliance pour des prestations complémentaires dignes » et sous le titre « Pas de démantèlement des prestations complémentaires – pour une vie dans la dignité ! ». Il s'est agi de contrer les détériorations qui menaçaient avec la révision des prestations complémentaires (LPC).

La conférence de presse du 19 avril 2017 a aussi été dévolue aux travailleurs/euses âgés. Avec le professeur em. Dr. Norbert Thom, l'ancien directeur de l'Institut pour l'organisation et le personnel de l'Université de Berne et la Dr. Isabelle Zuppiger, présidente de l'Association des professionnels en orientation professionnelle, profunda-suisse, Travail.Suisse a présenté des revendications à l'occasion de la 3^{ème} Conférence nationale sur le thème des travailleurs âgés.

Le 2 mai 2017, Travail.Suisse s'est opposé, de concert avec « l'Alliance contre le Burnout et le travail gratuit » avec succès à l'attaque frontale contre des temps de travail bien réglés et payés (interventions du conseiller aux Etats Konrad Graber et de la conseillère aux Etats Karin Keller Sutter) et pour bien contrôler le temps de travail.

Pour la 13^{ème} fois déjà, Travail.Suisse présenta le 22 juin 2017 l'évolution des salaires des managers. Le constat a été clair : l'écart salarial continue à s'ou-

vrir malgré l'acceptation de l'initiative sur les rémunérations abusives. Seules des interventions politiques pourraient inverser la tendance et en particulier avec une révision efficace du droit de la société anonyme et une contribution de solidarité de la part des hauts revenus.

Le 8 août et le 18 décembre 2017, Travail.Suisse a présenté avec Syna et transfair les revendications salariales pour l'année 2018 et, à la fin de l'année, les résultats des négociations. Bien que l'économie suisse se porte bien et que les prévisions aient été favorables, les employeurs ne furent pas prêts à partager ces bons résultats avec les travailleurs et travailleuses : hormis quelques résultats nuls, les salaires ont augmenté de 0.5 à 1 pourcent.

La réforme de la prévoyance vieillesse 2020 du 24 septembre 2017 fut l'une des plus importantes votations ayant eu lieu en 2017. En prévision de la votation, Travail.Suisse exerça un lobbying actif, diffusa du matériel de campagne pour expliquer cet objet complexe et organisa deux conférences de presse : une première conférence de presse avec « Le comité des organisations de travailleurs/euses pour un oui à la prévoyance vieillesse 2020 » eut lieu le 29 août 2017. La 2^{ème} conférence de presse se déroula le 6 septembre – cette fois-ci exclusivement sous la conduite de Travail.Suisse. Il s'agissait de mettre en avant le ciment des générations. C'est ainsi, qu'au côté de Travail.Suisse, participèrent la Fédération des Associations des retraités et de l'entraide en Suisse (FARES), le Conseil suisse des aînés, SAVE 50Plus et Jeunesse.Suisse, la commission de jeunesse de Travail.Suisse, sur le thème « La prévoyance vieillesse 2020 est dans l'intérêt de toutes les générations ! ».

130 000 Unterschriften für den Vaterschaftsurlaub

Vaterschaftsurlaub: Bunter Anlass zur Einreichung der Unterschriften

Nach unzähligen Jahren Vorarbeit und über 30 abgeschmetterten Vorstössen hat Travail.Suisse im Mai 2016 die Volksinitiative «Für einen vernünftigen

Vaterschaftsurlaub – zum Nutzen der ganzen Familie» lanciert. Nach nur einem Jahr Unterschriftensammlung konnten die vier Dachverbände Travail.Suisse, alliance F, männer.ch und Pro Familia Schweiz am 4. Juli 2017 gemeinsam der Bundeskanzlei die Unterschriftenkartons überreichen. Insgesamt sind über 130 000 Unterschriften gesammelt worden, davon wurden 107 106 beglaubigt. Die Freude war selbstverständlich gross – ebenso gross war auch die Resonanz in Medien und Bevölkerung. Am Tag der Einreichung versammelten sich knapp 300 Personen aus den beteiligten Organisationen, zum grossen Teil aber auch Privatpersonen aus der Zivilbevölkerung, zum Spaziergang via Bundeshaus zur Bundeskanzlei. Es war ein schönes Bild: Ein bunter Zug von Menschen mit Kinderwagen und Luftballons – alle mit dem gemeinsamen Ziel, den Vätern in der Schweiz einen Vaterschaftsurlaub zu ermöglichen. Nach der Sommerpause folgte am 18. Oktober 2017 die grosse Enttäuschung: Der Bundesrat lehnte die Volksinitiative für einen 20tägigen Vaterschaftsurlaub nicht nur ab, er entschied sich auch gegen einen Gegenvorschlag. Nun wird die bundesrätliche Botschaft erwartet und danach wird die parlamentarische Debatte folgen.

Medienkonferenzen und Kampagnen: Positionen bekannt machen und Über- zeugungsarbeit leisten

und stellte ihnen arbeitnehmerrelevante Forderungen vor. Die erste Medienkonferenz fand am 31. Januar 2017 gemeinsam mit der «Allianz für würdige Ergänzungsleistungen» (EL-Allianz) unter dem Titel «Kein Abbau der Ergänzungsleistungen – für ein Leben in Würde!» statt. Ziel war es, den Verschlechterungen entgegenzuhalten, die mit der Revision des Ergänzungsleistungsgesetz (ELG) drohen.

Um die älteren Arbeitnehmenden ging es bei der Medienkonferenz vom 19. April 2017. Travail.Suisse präsentierte gemeinsam mit Prof. em. Dr. Norbert Thom, dem ehemaligen Direktor des Instituts für Organisation und Personal der Universität Bern, und Dr. Isabelle Zuppiger, der Präsidentin des Verbands der Fachleute für Laufbahnentwicklung profunda-suisse, Forderungen zu Händen der 3. Nationalen Konferenz «Ältere Arbeitnehmende».

Am 2. Mai 2017 stand Travail.Suisse gemeinsam mit dem «Bündnis gegen Burnout und Gratisarbeit» gegen den Grossangriff auf geregelte und bezahlte Arbeitszeiten (Vorstösse der Ständeräte Graber und Keller Sutter) und für die Arbeitszeitkontrolle ein.

Bereits zum 13. Mal in Folge präsentierte Travail.Suisse am 22. Juni 2017 die Untersuchung zur Entwicklung der Managerlöhne. Das Fazit war klar: Die Lohnschere öffnet sich trotz angenommener Abzockerinitiative immer weiter. Diesem Trend könnte alleine die Politik entgegenwirken, und zwar mit einer

Travail.Suisse lud die Medienschaffenden im Jahr 2017 zu neun Medienkonferenzen ein

griffigen Aktienrechtsrevision und einem Solidaritätsbeitrag bei hohen Einkommen.

Am 8. August und am 18. Dezember 2017 präsentierte Travail.Suisse gemeinsam mit Syna und transfair die Lohnforderungen für das Jahr 2018 und dann Ende Jahr die Resultate der Verhandlungen. Obschon es der Schweizer Wirtschaft gut geht und sich auch die Prognosen sehen lassen können, wollen die Arbeitgeber den Erfolg nicht mit den Arbeitnehmenden teilen: Die Löhne haben sich gerade mal zwischen 0.5 und 1 Prozent erhöht. Zudem gab es in etlichen Branchen Nullrunden.

Eine der wichtigsten Abstimmungen im 2017 war die Abstimmung über die Altersreform 2020 am 24. September 2017. Im Vorfeld der Abstimmung betrieb Travail.Suisse aktives Lobbying, stellte Kampagnenmaterial zur Erklärung der komplexen Vorlage zur Verfügung und organisierte zwei Medienkonferenzen: Eine erste gemeinsam mit dem «Komitee der Arbeitnehmerorganisationen für ein Ja zur Altersvorsorge 2020» am 29. August 2017. Am 6. September fand die zweite Medienkonferenz statt – diesmal unter der alleinigen Federführung von Travail.Suisse. Ziel war es, den Generationenzusammenhalt in den Vordergrund zu stellen. Dafür traten neben Travail.Suisse die Vereinigung aktiver Senioren- und Selbsthilfeorganisationen VASOS, der Schweizerische Seniorenrat, SAVE 50Plus und Jeunesse.Suisse, die Jugendkommission von Travail.Suisse, auf zum Thema «Die Altersvorsorge 2020 ist im Interesse aller Generationen!».

Ein weiterer und letzter grosser Meilenstein des Jahres 2017 war die Präsentation des «Barometer Gute Arbeit», eines mit der Berner Fachhochschule re-

Un autre et dernier point fort médiatique pour 2017 fut la présentation du « Baromètre. Conditions de travail », un projet commun avec la Haute école spécialisée bernoise. Les résultats représentatifs du baromètre soulignent en particulier de fortes charges psychosociales, une insuffisance de la promotion de la formation continue et l'influence de la numérisation à la place de travail.

Travail médiatique courant: des canaux qui ont fait leur preuve

En 2017, Travail.Suisse a aussi publié, avant chaque session parlementaire, une perspective de la session qui a suscité un grand intérêt auprès des parlementaires tout comme des journalistes. Le service médias, qui a paru 18 fois, a obtenu un grand capital de sympathie et fournit les médias et d'autres

intéressé-e-s d'articles de fond et de prises de position sur des thèmes d'actualité. En outre, Travail.Suisse a pris position avec tout juste 150 communiqués de presse sur des thèmes actuels concernant la politique, l'économie et la société. Les intéressé-e-s du domaine de la formation ont reçu à deux reprises l'info-mail LEHE qui procure des informations sur la Loi fédérale sur l'encouragement des hautes écoles et la coordination dans le domaine suisse des hautes écoles.

Jeunesse.Suisse

De nouvelles structures qui donnent plus de punch

Le Conseil de jeunesse: trois points forts ont été décidés

Jeunesse.Suisse, la commission de jeunesse de Travail.Suisse, a tenu la séance de son Conseil de jeunesse à Berne en 2017. Les jeunes qui y participèrent ont décidé d'orienter les travaux sur le problème que constitue le passage de la formation au marché du travail et de traiter à ce sujet trois points forts qui sont les stages, le cadre de qualification CNC et le problème de la discrimination des jeunes travailleurs et travailleuses sur le marché du travail. Chaque membre de la commission de jeunesse s'est déclaré prêt à travailler sur l'un de ces points forts.

Direction: co-présidence à Jeunesse.Suisse

Le Conseil de jeunesse a désigné une co-présidence pour diriger Jeunesse.Suisse. Les participant-e-s au Conseil de jeunesse ont élu à l'unanimité Nadine Walker (Syma, *1997) et Roman Helfer (Hotel & Gas-

tro Union, *1993) à cette fonction. Il en résulte une direction de Jeunesse.Suisse qui représente de manière optimale les régions linguistiques, les grandes fédérations et les sexes.

Commission de jeunesse: une nouvelle structure pour plus d'engagement

La nouvelle structure décidée en 2016 et mise en œuvre en 2017 a été couronnée de succès. Le fait que l'on ne fait plus de distinction entre le Comité et la commission de jeunesse permet à tous les jeunes élus dans la commission de jeunesse d'être impliqués dans toutes les décisions. Cela a conduit à un engagement plus large et plus intense de tous les membres de la commission de jeunesse.

CSAJ: Jeunesse.Suisse représenté dans le Comité

Roman Helfer représente Jeunesse.Suisse, en tant que co-président de la commission de jeunesse de Travail.Suisse, dans le comité de neuf personnes

du Conseil suisse des activités de jeunesse CSAJ. Il apporte ainsi la voix de la jeunesse syndicale dans l'instance nationale.

Naturalisation facilitée: vidéos pour la campagne de votation

Jeunesse.Suisse a dit « oui » à la naturalisation facilitée des étrangers de la 3^{ème} génération et a aussi diffusé dans l'opinion publique cette position, notamment par le biais d'une vidéo mettant en scène des jeunes gens formulant leurs arguments pour leur « oui ».

Congé paternité: fort soutien de Jeunesse.Suisse

C'est sans la moindre hésitation que les membres de Jeunesse.Suisse se sont engagés dans la récolte de signatures pour l'initiative populaire « Pour un congé paternité raisonnable – en faveur de toute la famille ». Le Conseil de jeunesse a lui aussi organisé une récolte de signatures sur la place fédérale.

alisierten Projekts. Die repräsentativen Ergebnisse des Barometers zeigen insbesondere auf, dass die Arbeitnehmenden unter grossen psychosoziale Belastungen leiden, sie in Bezug auf die Weiterbildung zu wenig gefördert werden und aufgrund der Digitalisierung um ihren Arbeitsplatz fürchten.

**Laufende Medienarbeit:
Bewährte Kanäle**

Travail.Suisse hat auch 2017 vor jeder Session des Parlaments eine Sessionsvorschau veröffentlicht, die auf grosses Interesse bei Parlamentarierinnen und Parlamentariern wie auch bei den Medienschaffenden stösst. Auch der Medienservice, der im Berichtsjahr 18 Mal erschien, erfreut sich grosser Beliebtheit und bedient Medien und Inter-

essierte jeweils mit Hintergründen, Positionen oder Statements zum aktuellen Zeitgeschehen. Ausserdem nahm Travail.Suisse mit knapp 150 Medienmitteilungen Stellung zu aktuellen Themen und Geschäften aus Politik, Wirtschaft und Gesellschaft und bediente Interessierte im Bildungsbereich zwei Mal im Rahmen des Info-Mails HFKG mit Informationen zum Hochschulförderungs- und Koordinationsgesetz HFKG, das am 1. Januar 2015 in Kraft getreten ist.

Adrian Wüthrich und Jacques-André Maire auf dem Weg zur Bundeskanzlei zur Einreichung der Initiative für einen Vaterschaftsurlaub.

Adrian Wüthrich et Jacques-André Maire en route vers la Chancellerie fédérale pour le dépôt de l'initiative pour un congé paternité.



Jeunesse.Suisse

Mit neuer Struktur zu mehr Punch

**Jugendrat:
Drei Schwerpunkte
wurden beschlossen**

Jeunesse.Suisse, die Jugendkommission von Travail.Suisse, führte 2017 ihren Jugendrat in Bern durch.

Die teilnehmenden Jugendlichen beschlossen, sich dem Thema «Übergang Ausbildung – Arbeitsmarkt» anzunehmen und diesbezüglich drei Schwerpunktthemen zu behandeln, nämlich das Thema Praktika, den Nationalen Qualifikationsrahmen NQR und das Problem der Diskriminierung von jungen Arbeitnehmenden auf dem Arbeitsmarkt. Jedes der Jugendkommissionsmitglieder hat sich bereit erklärt, bei einem der Schwerpunktthemen mitzuarbeiten.

**Leitung:
Co-Präsidium bei
Jeunesse.Suisse**

Der Jugendrat bestimmte neu ein Co-Präsidium zur Leitung von Jeunesse.Suisse. Nadine Walker (Syna, *1997) und Roman Helfer (Hotel & Gastro Union, *1993) wurden von den Teilnehmenden des Jugendrates einstimmig in ihr Amt gewählt, so dass in der Leitung von Jeunesse.Suisse die Sprachregionen, die grossen Verbände und die Geschlechter neu optimal abgebildet sind.

**Jugendkommission:
Neue Struktur führt zu
stärkerem Engagement**

2017 wurde die 2016 beschlossene neue Struktur der Jugendkommission

mit Erfolg umgesetzt. Indem nicht mehr zwischen Jugendkommission und Vorstand unterschieden wird, sind jetzt alle in die Jugendkommission gewählten Jugendlichen in alle Entscheidungen involviert. Das hat zu einem breiteren und stärkerem Engagement der Jugendkommissionsmitglieder geführt.

**SAJV: Jeunesse.Suisse
im Vorstand vertreten**

Roman Helfer als Co-Präsident der Jugendkommission von Travail.Suisse vertritt Jeunesse.Suisse im neunköpfigen Vorstand der Schweizerischen Arbeitsgemeinschaft der Jugendverbände SAJV. Er bringt dabei die Stimme der Gewerkschaftsjugend in das nationale Gremium ein.



**Prévoyance vieillesse
2020 : participation à une
conférence de presse**

Le co-président de Jeunesse.Suisse participa à la conférence de presse organisée par Travail.Suisse sur le thème « La Prévoyance vieillesse 2020 est dans l'intérêt de toutes les générations ». Il rappela que les jeunes profitent de la réforme : la réforme permet de mieux assurer le travail à temps partiel pour la caisse de pension, ce qui est

positif pour la jeune génération. En outre, avec la baisse du taux de conversion, on interdit le subventionnement croisé non souhaitable des jeunes vers les vieux dans les caisses de pension. Il est approprié de rappeler que la solidarité entre les générations est nécessaire. La plus jeune génération a un propre intérêt à une solidarité intergénérationnelle organisée dans l'ensemble de la société et ainsi à une AVS solidement financée, faute de quoi tout un chacun devrait à nouveau venir en aide de façon privée à ses parents.

Neue Struktur – neuer Punch: Jeunesse.Suisse

Nouvelle structure – nouveau punch: Jeunesse.Suisse.

Institut de formation pour les travailleurs et travailleuses ARC

2017 : une année record

**Thème du programme
annuel : la numérisation**

Où nous mène la numérisation ? Va-t-on arriver – formulé de façon métaphorique – à un combat de boxe où à une poignée de main entre les êtres humains et les robots ? Cette question a inspiré l'image du programme annuel 2018. Nous ne connaissons pas aujourd'hui la réponse. Mais ce que nous savons, c'est que nous devons nous préparer aux changements et élargir nos connaissances et compétences, les approfondir et les renouveler. Dans ce but, l'Institut de formation développe ses cours pour les membres de langue allemande, français et italienne de nos fédérations.

**2017 : les cours ont
trouvé leur audience**

ARC n'avait jusqu'ici jamais réalisé autant de cours qu'en 2017. Il y en a eu 83 sans compter le fait que les cours d'allemand bien fréquentés n'apparaissent qu'une fois dans la statistique. Dans l'ensemble, le fait qu'il y a plus de cours d'un jour que de cours sur deux ou plus de jours, a fait ses preuves. Il est plus facile pour les travailleurs et travailleuses de se libérer pour un jour que pour plusieurs jours. Cela vaut en particulier pour la Suisse romande où la formation continue éprouve plus de peine qu'en Suisse allemande.

**Administration : le
retour de Maja Tanner**

Un changement s'est produit au début de l'automne 2017 au secrétariat alémanique d'ARC. Aline Meyer a postulé avec succès pour un nouvel emploi après avoir travaillé cinq années avec engagement et compétence pour l'Institut de formation. La personne qui lui succède est aussi celle qui l'a précédée. Maja Tanner a trouvé le chemin de retour vers ARC après différents séjours à l'étranger et une activité dans une école de langue. Avec Chantal Gagnebin, elle forme maintenant la nouvelle solide équipe de l'administration d'ARC.

Erleichterte Einbürgerung: Videos für den Abstimmungskampf

Jeunesse.Suisse sagte «Ja» zur erleichterten Einbürgerung der 3. Generation und hat diese Position auch in der Öffentlichkeit kundgetan, und zwar mit Hilfe eines Videos, in dem junge Leute ihre Argumente für ihr «Ja» ausformulierten.

Vaterschaftsurlaub: Starke Unterstützung durch Jeunesse.Suisse

Für die Mitglieder von Jeunesse.Suisse war es klar, sich bei der Unterschriften-

sammlung für die Volksinitiative «Für einen vernünftigen Vaterschaftsurlaub – zum Nutzen der ganzen Familie» einzusetzen. Auch am Jugendrat wurde diesbezüglich eine Unterschriftensammlung auf dem Bundesplatz organisiert.

Altersvorsorge 2020: Teilnahme an Medienkonferenz

Im Rahmen der von Travail.Suisse organisierten Medienkonferenz zum Thema «Altersvorsorge 2020 ist im Interesse aller Generationen» nahm auch der Co-Präsident von Jeunesse.Suisse teil. Er betonte, dass die Jungen

von der Reform profitierten: Die Reform bringe «eine bessere Versicherung von Teilzeitarbeit bei der Pensionskasse, was der jüngeren Generation stark entgegenkommt. Weiter wird mit der Senkung des Umwandlungssatzes die ungewollte Querfinanzierung von Jung zu Alt in den Pensionskassen unterbunden. Es ist angebracht in Erinnerung zu rufen, dass Generationensolidarität eine Notwendigkeit ist. Die jüngere Generation hat ein starkes Eigeninteresse an einer gesamtgesellschaftlich organisierten Generationensolidarität und damit an einer solid finanzierten AHV – denn ohne diese Solidarität müsste wieder jede und jeder privat für seine Eltern aufkommen».

Bildungsinstitut für Arbeitnehmende ARC

2017 war ein Rekordjahr

Thema des Jahresprogramms: Digitalisierung

Wohin führt uns die Digitalisierung? Kommt es - bildlich gesprochen - zum Boxkampf oder zum Handschlag zwischen dem

Menschen und dem Roboter? Diese Frage provoziert das Titelbild des Jahresprogramms 2018. Die Antwort kennen wir heute nicht. Wir wissen jedoch, dass wir uns auf Veränderungen einstellen und deshalb unser Wissen und unsere Fähigkeiten verbreitern, vertiefen und erneuern müssen. Dazu entwickelt das Bildungsinstitut ARC seine Kurse für die deutsch-, französisch- und italienischsprachigen Mitglieder der Mitgliedsverbände.

2017: Kurse fanden Anklang

So viele Kurse wie 2017 konnte ARC noch nie durchführen. Insgesamt waren es 83, wobei die gut besuch-

ten Deutschkurse nur als ein Kurs in der Statistik erscheinen. Insgesamt bewährt sich, dass ARC mehr eintägige und weniger zwei- und mehrtägige Kurse anbietet. Für die Arbeitnehmenden ist es einfacher, für einen Tag statt für mehrere Tage frei zu nehmen. Dies gilt insbesondere für die Westschweiz, wo die Weiterbildung einen schwereren Stand hat als in der Deutschschweiz.

Administration: Maja Tanner kehrt zurück

Im Frühherbst 2017 kam es zu einem Wechsel auf dem deutschsprachigen Sekretariat von ARC. Aline Meyer hat sich nach fünf Jahren engagierter und kompetenter Arbeit für das Bildungsinstitut erfolgreich auf eine neue Stelle beworben. Ihre Nachfolgerin ist auch ihre Vorgängerin. Maja Tanner hat nach verschiedenen Auslandsaufenthalten und

der Arbeit bei einer Sprachschule den Weg zurück zu ARC gefunden. Mit Chantal Gagnebin zusammen bildet sie nun das neue starke Team der Administration von ARC.

Strategieworkshop: Sich mit der Zukunft von ARC auseinandersetzen

Der Vorstand und die Mitgliederversammlung von ARC haben entschieden, dass sich ARC angesichts der mit der Digitalisierung verbundenen rasanten wirtschaftlichen Veränderungen neu die Frage nach seiner Zukunft stellen muss. Es wurde daher dem Bildungsleiter die Aufgabe übertragen, einen Strategieworkshop zu organisieren, an dem auch Mitarbeitende aus den Regionalsekretariaten teilnehmen können. Der Workshop wird im Jahr 2018 an zwei Tagen durchgeführt.

Workshop stratégique: se pencher sur le futur d'ARC

Le comité, tout comme l'assemblée des membres d'ARC, ont décidé de se poser la question du futur d'ARC en raison des changements économiques très rapides liés à la numérisation. On a mandaté le Directeur d'ARC pour organiser un workshop stratégique auquel pourront aussi participer les collaborateurs et les collaboratrices des secrétariats régionaux. Le workshop se déroulera en 2018 sur deux jours.

Collaboration avec les SCIV: visite d'ARC Valais

Suite à la désignation de Marcel Bayard comme représentant des SCIV dans le comité d'ARC, la collaboration entre les

SCIV et ARC est devenue plus ouverte. Lors d'une visite en Valais, le directeur de l'Institut de formation a pu décrire de manière détaillée le fonctionnement d'ARC et discuter avec le représentant du Valais des possibilités d'améliorer la collaboration tout comme des possibles voies à suivre pour augmenter le nombre de participant-e-s du Valais.

Projets de la Suva: développer la sécurité au travail

Désormais, la Suva soutient les mêmes projets de prévention dans la perspective de plus de sécurité au travail sur plusieurs années. ARC a pu poursuivre aussi bien le travail avec la plateforme trilingue www.arbeitsicherheit-hf.ch que la brochure «Un apprentissage sans accident». En mars 2017, la version italienne a

paru sous le titre «Tirocinio in sicurezza».

Travail.Suisse Formation: signature d'une convention de prestation

ARC a fondé avec le Centro di formazione professionale OCST (CFP-OCST) et Enaip Suisse l'association Travail.Suisse Formation TSF et soumis au SEFRI une proposition pour une convention de prestation en tant qu'organisation de la formation continue pour les années 2017 à 2020. Le thème: un meilleur accès à la formation continue publique pour les personnes malvoyantes. La demande a été approuvée par le SEFRI en juin 2017 et la convention de prestation a été signée. Travail.Suisse Formation travaille dans ce projet avec la Fédération suisse des aveugles et malvoyants FSA.

Oeuvre d'entraide Brücke • Le pont

Du travail de qualité dans environ 30 projets de développement

El Salvador: rencontre internationale des partenaires

L'année 2017 a été très riche en événements au niveau du programme. Un très bon travail a été fourni dans environ 30 projets. Une rencontre internationale des partenaires a eu lieu à El Salvador sur le thème de l'intégration au marché du travail pour les jeunes dans le but de créer des synergies parmi les projets d'Amérique du Sud et centrale. Les organisations partenaires du Brésil et du Honduras ont pu profiter de l'échange de connaissances et bâtissent maintenant une plateforme indépendante pour l'intégration au marché du travail, suivant le

modèle du El Salvador, tout en étant adaptée au contexte local.

Honduras: la population affectée par les catastrophes naturelles et la crise politique

Brücke • Le pont a apporté de l'aide d'urgence avec sa nouvelle organisation partenaire Fe y Alegria en juin 2017 après les sévères inondations au nord du Honduras. Hormis les catastrophes naturelles, la population du pays a été fortement affectée par la crise politique liée aux élections présidentielles. Dans ce contexte, Brücke • Le pont a participé à une mission pour l'observation

de la situation des droits de l'homme au Honduras organisée par le Forum Suisse-Honduras. La plateforme suisse pour la paix KOFF a publié une étude sur le rôle de la société civile du Honduras en collaboration avec des ONG suisses, dont Brücke • Le pont. Il en est ressorti clairement que la marge de manœuvre s'est réduite pour la société civile au Honduras.

Brésil: investissements dans la formation professionnelle

Au Brésil, malgré un contexte politique et économique difficile, les organisations partenaires sont parvenues à obtenir des co-financements d'institutions

**Zusammenarbeit mit SCIV:
Besuch von ARC Valais**

Durch die Wahl von Marcel Bayard als Vertreter der SCIV in den Vorstand von ARC ist die Zusammenarbeit zwischen SCIV und ARC offener geworden. Bei einem Besuch im Wallis konnte der Bildungsleiter das Funktionieren von ARC detailliert darstellen und mit dem Vertreter der SCIV mögliche Verbesserungen bei der Zusammenarbeit wie auch gangbare Wege zur Erhöhung der Teilnehmerzahlen aus dem Wallis diskutieren.

**Suva-Projekte: Förderung
der Arbeitssicherheit**

Im Unterschied zu früher unterstützt die Suva die gleichen Präventionsprojekte im Hinblick auf mehr Arbeitssicherheit über mehrere Jahre. ARC konnte daher sowohl die Arbeit mit der dreisprachigen Lernplattform www.arbeitsicherheit-hf.ch wie auch der Broschüre «Ohne Unfall durch die Lehre» weiterführen. Im März 2017 ist die italienische Fassung der Broschüre unter dem Titel

«Tirocinio in sicurezza» erschienen.

**Travail.Suisse Formation:
Leistungsvereinbarung
wurde unterzeichnet**

ARC hat zusammen mit dem Centro di formazione professionale OCST (CFP-OCST) und Enaip Schweiz den Verein Travail.Suisse Formation TSF gegründet und beim SBFI einen Antrag für eine Leistungsvereinbarung als Organisation der Weiterbildung für die Jahre 2017-2020 eingegeben. Thema: Besserer Zugang zur öffentlichen Weiterbildung für Menschen mit Sehbehinderungen. Im Juni 2017 wurde der Antrag vom SBFI bewilligt und die Leistungsvereinbarung unterzeichnet. Im Projekt arbeitet Travail.Suisse Formation mit dem Schweizerischen Blinden- und Sehbehindertenverband SBV zusammen.

Beliebte Kurse: Die Teilnehmenden schätzen das vielfältige Angebot des Bildungsinstituts ARC.

Des cours bien fréquentés: les participant-e-s apprécient l'offre variée de l'Institut de formation ARC.



Hilfswerk Brücke • Le pont

Gute Arbeit in rund 30 Entwicklungsprojekten

**El Salvador:
Internationales
Partnertreffen**

Auf Programmebene war das Jahr 2017 äusserst ereignisreich. In den rund 30 Projekten wurde sehr gute Arbeit geleistet. Um Synergien unter den Projekten in Zentral- und Südamerika zu schaffen, fand in El Salvador ein internationales Partnertreffen zum Thema Arbeitsmarktintegration für Jugendliche statt. Vom Wissensaustausch konnten gerade die

brasilianischen und honduranischen Partnerorganisationen profitieren, die nun – nach salvadorianischem Vorbild, aber angepasst an den lokalen Kontext – eine eigene Plattform zur Arbeitsmarktintegration aufbauen.

Honduras: Naturkatastrophen und politische Krise belasten die Menschen

Nach schweren Überschwemmungen im Norden von

Honduras leistete Brücke • Le pont im Juni 2017 gemeinsam mit ihrer neuen Partnerorganisation Fe y Alegría Nothilfe. Nebst den Naturkatastrophen machte auch eine politische Krise im Zusammenhang mit den Präsidentschaftswahlen den Bewohnerinnen und Bewohnern des Landes schwer zu schaffen. In diesem Kontext nahm Brücke • Le pont an der Delegationsreise zur Beobachtung der Menschenrechtslage in Honduras teil, die vom Honduras-

privées et publiques pour la formation professionnelle. La collaboration entre les deux organisations partenaires qui travaillent dans les domaines de «l'esclavage moderne» et «de la formation à la communication audiovisuelle» s'est révélée être très fructueuse.

Bolivie: un projet-pilote réussi entre dans une nouvelle phase

Le projet-pilote en Bolivie Ch'ama Wayna, développé en collaboration avec Solidar Suisse, dénote déjà de très bons résultats. C'est pourquoi ce projet innovateur sera en 2018 réalisé au moins dans 10 communes de Bolivie dans le cadre d'un mandat de la DDC.

Making Markets Work for the poor: efficacité confirmée

On a mené en 2017 une évaluation externe de tout le programme Afrique par PricewaterhouseCoopers pour poursuivre le développement et renforcer le programme Afrique. Une évaluation externe a confirmé l'efficacité de l'approche M4P (Making Markets Work for the Poor) dans le travail de Brücke • Le pont.

Politique de développement: l'initiative pour des multinationales responsables en marche

Brücke • Le pont a participé en été 2017 à une consultation online détaillée de la Confédération pour la clarification de l'état de mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable. Avec quarante autres organisations, Brücke • Le pont a participé à l'automne 2017 à la fondation de la plateforme de la société civile Agenda 2030 dans le but de pouvoir jouer un rôle actif dans la confrontation politique à laquelle il faut s'attendre avec la Confédération et le secteur privé. La gigantesque fuite des Paradise Papers, mettant



sur le devant de la scène les affaires douteuses de certaines entreprises ayant leur siège en Suisse, a donné à l'initiative «Pour des multinationales responsables», soutenue par Brücke • Le pont, un élan supplémentaire. Les résultats d'un sondage sont encourageants: 77 pourcent des sondés recommandent le oui à l'initiative en 2017. Brücke • Le pont a intensifié en 2017 la collaboration active avec Swiss Fair Trade et s'engage dans un groupe de travail de la ville de Fribourg pour que cette dernière remplisse les critères de la «Fair Trade Town».

Stratégie: adoption de la direction générale pour les années 2018 à 2021

Après l'élaboration du nouveau programme de développement 2017-2020, la formulation d'une nouvelle stratégie institutionnelle a représenté un point fort de 2017. On a pu adopter à la fin de l'année avec succès les orientations générales de la stratégie pour les années 2018 à 2021 suite à un processus dynamique qui impliqua les collaborateurs et collaboratrices, la direction et le comité.

Dons: évolution réjouissante et moins réjouissante

Les dons individuels ont augmenté en 2017, ce qui est réjouissant et atteste d'une bonne assise de Brücke • Le pont parmi la population. En revanche, les fonds de solidarité de Travail.Suisse («action une heure de salaire par mois») et les dons institutionnels ont connu une évolution négative.

Collaboration de la DDC avec les organisations d'aide au développement: de bonnes notes

Une évaluation externe mandatée par la Confédération en 2017 sur les partenariats de la DDC avec les organisations d'aide au développement suisses – dont aussi Brücke • Le pont – confirma l'efficacité de la contribution des programmes et de la collaboration avec les ONG. Ce résultat positif envoie un signal fort pour la coopération au développement justement à une période marquée par des incertitudes sur le financement.

Teilnehmende des Projekts Culinaria in Brasilien.

Participant-e-s du projet Culinaria au Brésil.

Forum Schweiz durchgeführt wurde. Die Schweizer Plattform für Friedensförderung KOFF veröffentlichte in Zusammenarbeit mit Schweizer NGOs, darunter Brücke • Le pont, zudem eine Studie über die Rolle der Zivilgesellschaft in Honduras. Daraus geht klar hervor, dass der Handlungsspielraum für die Zivilgesellschaft in Honduras kleiner geworden ist.

Brasilien: Investition in die Berufsbildung

In Brasilien gelang es den Partnerorganisationen trotz des schwierigen wirtschaftlichen und politischen Umfelds, Ko-Finanzierungen von staatlichen und privaten Institutionen für die Berufsbildung zu erhalten. Die Zusammenarbeit zwischen den beiden Partnerorganisationen, die zu den Bereichen «Moderne Sklaverei» sowie «Ausbildung in audiovisueller Kommunikation» arbeiten, erwies sich als äusserst fruchtbar.

Bolivien: Erfolgreiches Pilotprojekt geht in die nächste Runde

In Bolivien weist das Pilotprojekt Ch'ama Wayna in Zusammenarbeit mit Solidar Suisse bereits sehr gute Resultate auf. Das innovative Projekt wird deshalb ab 2018 im Rahmen eines DEZA-Mandates in mindestens 10 Gemeinden Boliviens repliziert.

Making Markets Work for the Poor: Wirksamkeit bestätigt

Um das Programm Afrika weiterzuentwickeln und zu stärken, wurde 2017 eine externe Rechnungsprüfung des ganzen Programms durch PricewaterhouseCoopers durchgeführt. Eine externe Evaluation hat die Wirksamkeit des Ansatzes M4P (Making Markets Work for the Poor) in der Arbeit von Brücke • Le pont bestätigt.

Entwicklungspolitik: Konzernverantwortungsinitiative ist auf Kurs

Zur Klärung des Umsetzungsstands der Agenda 2030 für nachhaltige Entwicklung wirkte Brücke • Le pont im Sommer 2017 an einer ausführlichen Online-Konsultation des Bundes mit. Im Herbst 2017 beteiligte sich Brücke • Le pont zusammen mit rund 40 anderen Organisationen an der Gründung der zivilgesellschaftlichen Plattform Agenda 2030, dies, um in der zu erwartenden politischen Auseinandersetzung mit dem Bund und dem Privatsektor eine aktive Rolle spielen zu können. Das gigantische Leck der Paradise Papers, das auch die schmutzigen Geschäfte von gewissen Konzernen mit Sitz in der Schweiz aufgedeckt hat, gab der von Brücke • Le pont mitgetragenen Konzernverantwortungsinitiative 2017 noch einmal Auftrieb. Die Resultate einer Umfrage sind ermutigend: 77 Prozent der Befragten gaben 2017 an, die Initiative zu befürworten.

Brücke • Le pont intensivierte 2017 die aktive Zusammenarbeit mit Swiss Fair Trade und setzt sich in einer Arbeitsgruppe der Stadt Freiburg dafür ein, dass die Stadt die Kriterien zur «Fair Trade Town» erfüllt.

Strategie: Verabschiedung der Stossrichtung für die Jahre 2018 bis 2021

Nach der Erarbeitung des neuen Entwicklungsprogramms 2017-2020, lag 2017 der Schwerpunkt auf der Formulierung einer neuen institutionellen Strategie. Durch einen dynamischen Prozess, in den sich Mitarbeitende, Geschäftsleitung und Vorstand einbrachten, konnten die strategischen Stossrichtungen für die Jahre 2018-2021 Ende Jahr erfolgreich verabschiedet werden.

Spenden: Erfreuliche und weniger erfreuliche Entwicklung

Die Einzelspenden haben 2017 erfreulicherweise zugenommen, was auf einen guten Rückhalt von Brücke • Le pont in der Bevölkerung verweist. Negativ entwickelten sich aber der Solidaritätsfonds von Travail Suisse («Stundenlohnaktion») und die institutionellen Spenden.

Zusammenarbeit DEZA und Entwicklungsorganisationen: Gute Noten

Eine 2017 vom Bund in Auftrag gegebene externe Evaluation über die Partnerschaften der DEZA mit Schweizer Entwicklungsorganisationen – darunter auch mit Brücke • Le pont – bestätigte die Wirksamkeit des Programmbeitrags und der Zusammenarbeit mit NGOs. Dieser positive Befund ist gerade in Zeiten einer unsicheren Finanzierung ein starkes Signal für die Entwicklungszusammenarbeit.

Représentations de Travail.Suisse dans les commissions et les organisations

Politique du marché du travail

Commission fédérale pour la politique économique
Adrian Wüthrich

**Groupe de contact
de la Banque nationale suisse BNS**
Adrian Wüthrich

**Commission tripartite fédérale des mesures
d'accompagnement à la libre circulation des
personnes**
Gabriel Fischer, Arno Kerst

**Commission fédérale de surveillance du fonds
de compensation de l'assurance-chômage**
Gabriel Fischer, Carole Furrer, Beat Schwaller

Commission fédérale du travail
Hélène Agbémégnah, Mathias Regotz

**Commission fédérale de conciliation
en matière de conflits collectifs de travail**
Irene Darwich, René-Pierre Thorimbert

Commission de la statistique fédérale
Valérie Borioli Sandoz

Politique sociale

**Commission fédérale de l'assurance-vieillesse,
survivants et invalidité**
Matthias Kuert Killer

**Commission fédérale de la prévoyance
professionnelle**
Matthias Kuert Killer, Bernard Tissières

Caisse supplétive LPP, Conseil de fondation
Urs Masshardt, Adrian Wüthrich

**Fondation Fonds de garantie LPP,
Conseil de fondation**
Matthias Kuert Killer

Conseil de la Suva
Tanja Brülisauer, Arno Kerst, Matthias Kuert Killer,
Urs Masshardt, Renato Ricciardi

**Commission fédérale de coordination pour la
sécurité au travail**
Diego Frieden, Fritz Bütikofer

Fonds de compensation de l'AVS/AI/APG
Adrian Wüthrich

Pro Familia Suisse
Valérie Borioli Sandoz

Politique de l'égalité

Commission fédérale pour les questions féminines
Valérie Borioli Sandoz

Politique des étrangers

Commission fédérale des migrations
Hélène Agbémégnah

Politique de formation

**Commission fédérale pour la formation
professionnelle**
Urs Masshardt

**Conférence suisse des hautes écoles,
comité permanent du monde du travail**
Bruno Weber-Gobet

**Comité de la Fédération suisse
pour la formation continue FSEA**
Bruno Weber-Gobet

**Comité de la Société suisse pour la
recherche appliquée en matière de
formation professionnelle SRFP**
Bruno Weber-Gobet

Politique extérieure

**Commission fédérale consultative du Point de
contact national pour les Principes directeurs de
l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales**
Denis Torche

Commission tripartite pour les affaires de l'OIT
Hélène Agbémégnah

Commission d'experts douaniers
Therese Schmid

**Comité exécutif de la Confédération européenne
des syndicats CES**
Denis Torche, Adrian Wüthrich

Comité exécutif AELE
Gabriel Fischer, Kurt Regotz

Vertretung von Travail.Suisse in Kommissionen und Organisationen (Stand 31. Dezember 2017)

Arbeitsmarktpolitik

**Eidgenössische Kommission für
Wirtschaftspolitik**
Adrian Wüthrich

**Kontaktgruppe Schweizerische
Nationalbank SNB**
Adrian Wüthrich

**Eidgenössische tripartite Kommission
Begleitmassnahmen Personenfreizügigkeit**
Gabriel Fischer, Arno Kerst

**Aufsichtskommission für den Ausgleichsfonds
der Arbeitslosenversicherung**
Gabriel Fischer, Carole Furrer, Beat Schwaller

Eidgenössische Arbeitskommission
Hélène Agbémégnah, Mathias Regotz

**Eidgenössische Einigungsstelle zur Beilegung
von kollektiven Arbeitsstreitigkeiten**
Irene Darwich, René-Pierre Thorimbert

Eidgenössische Kommission für Bundesstatistik
Valérie Borioli Sandoz

Sozialpolitik

**Eidgenössische Kommission für die Alters-,
Hinterlassenen- und Invalidenversicherung**
Matthias Kuert Killer

**Eidgenössische Kommission für die
berufliche Vorsorge**
Matthias Kuert Killer, Bernard Tissières

Auffangeinrichtung BVG, Stiftungsrat
Urs Masshardt, Adrian Wüthrich

Sicherheitsfonds BVG, Stiftungsrat
Matthias Kuert Killer

Suva-Rat
Tanja Brülisauer, Arno Kerst, Matthias Kuert Killer,
Urs Masshardt, Renato Ricciardi

**Eidgenössische Kommission für
Arbeitssicherheit**
Diego Frieden, Fritz Bütikofer

**Verwaltungsrat des Ausgleichsfonds
AHV/IV/EO**
Adrian Wüthrich

Pro Familia Schweiz
Valérie Borioli Sandoz

Gleichstellungspolitik

**Eidgenössische Kommission
für Frauenfragen**
Valérie Borioli Sandoz

Migrationspolitik

Eidgenössische Migrationskommission
Hélène Agbémégnah

Bildungspolitik

Eidgenössische Berufsbildungskommission
Urs Masshardt

**Schweizerische Hochschulkonferenz,
Ausschuss Arbeitswelt**
Bruno Weber-Gobet

**Vorstand Schweizerischer Verband für
Weiterbildung SVEB**
Bruno Weber-Gobet

**Vorstand Schweizerische Gesellschaft für
angewandte Berufsbildungsforschung SGAB**
Bruno Weber-Gobet

Aussenpolitik

**Eidg. Kommission zur Beratung des Nationalen
Kontaktpunktes für die OECD-Leitsätze für
multinationale Unternehmen**
Denis Torche

**Tripartite Kommission für
Angelegenheiten der IAO**
Hélène Agbémégnah

Zollexpertenkommission
Therese Schmid

**Exekutivsausschuss des Europäischen
Gewerkschaftsbundes EGB**
Denis Torche, Adrian Wüthrich

EFTA-Konsultativsausschuss
Gabriel Fischer, Kurt Regotz

Effectif des membres des organisations affiliées

Etat des membres le 1^{er} janvier 2017

Syna	59903
Organizzazione Cristiano-Sociale Ticinese OCST	42152
Hotel & Gastro Union	19600
transfair	12316
Syndicats chrétiens du Valais SCIV	11907
Angestelltenvereinigung AV Angestellte ABB	1831
Fédération des Professeurs des Hautes écoles spécialisées suisses FH-CH	1062
Fédération Suisse des Représentations du Personnel de l'Economie électrique FPE	1006
Association romande des logopédistes diplômés ARLD (départ fin 2017)	959
Employés Droguistes Suisse	180
Fédération chrétienne des travailleurs et travailleuses hongrois-e-s en Suisse VUCAS	72
Total	150988

Mitgliederbestand der Mitgliedsorganisationen

Mitgliederbestand per 1. Januar 2017

Syna	59903
Organizzazione Cristiano-Sociale Ticinese OCST	42152
Hotel & Gastro Union	19600
transfair	12316
Syndicats chrétiens du Valais SCIV	11907
Angestelltenvereinigung AV Angestellte ABB	1831
Verband der Fachhochschuldozierenden Schweiz FH-CH	1062
Verband der Personalvertretungen der Schweizerischen Elektrizitätswirtschaft VPE	1006
Association romande des logopédistes diplômés ARLD (Austritt per Ende 2017)	959
Angestellte Drogisten Suisse	180
Verband der Ungarischen Christlichen Arbeitnehmer/innen der Schweiz VUCAS	72
Total	150988

Adresses

Secrétariat central

Travail.Suisse

Hopfenweg 21, case postale, 3001 Berne
tél. 031/370.21.11 fax 031/370.21.09
e-mail: info@travailsuisse.ch
www.travailsuisse.ch

Organisations affiliées

Syna

Römerstrasse 7, case postale, 4601 Olten
tél. 044/279.71.71 fax 044/279.71.72
e-mail: info@syna.ch
www.syna.ch

Organizzazione Cristiano-Sociale Ticinese OCST

Via Balestra 19, 6900 Lugano
tél. 091/921.15.51 fax 091/923.53.65
e-mail: segretariato.cantonale@ocst.ch
www.ocst.ch

Hotel & Gastro Union

Adligenswilerstrasse 29/22,
case postale 3027, 6002 Lucerne
tél. 041/418.22.22 fax 041/412.03.72
e-mail: info@hotelgastrounion.ch
www.hotelgastrounion.ch

transfair

Hopfenweg 21, case postale, 3000 Berne 14
tél. 031/370.21.21 fax 031/370.21.31
e-mail: zentralsekretariat@transfair.ch
www.transfair.ch

Syndicats chrétiens du Valais SCIV

Place du Midi 24
1950 Sion
tél. 027/327.34.56 fax 027/327.34.59
e-mail: info@sciv.ch
www.sciv.ch

Angestelltenvereinigung AV Angestellte ABB

Brown Boveri Platz 3b, 5400 Baden
Tel. 058/589.37.17 Fax. 058/589.21.23
e-mail: pasqua-de-masi@avabb.ch
www.avabb.ch

Fédération des Professeurs des Hautes écoles spécialisées suisses FH-CH

c/o Denise Martin, secrétaire générale,
Hofmatt 42, 5112 Thalheim
tél. 056/443.06.03 fax. 056/443.06.04
e-mail: denise.martin@fh-ch.ch
www.fh-ch.ch

Fédération Suisse des Représentations du Personnel de l'Economie électrique FPE

3000 Berne
tél. 0844/373.373 (4 cent./min) fax. 071/757.94.59
e-mail: info@vpe.ch
www.vpe.ch

Employés Droguistes Suisse

Gerbergasse 26, case postale 644, 4001 Bâle
tél. 061/261.45.45 fax. 061/261.46.18
e-mail: info@drogisten.org
www.drogisten.org

Fédération chrétienne des travailleurs et travailleuses hongrois-e-es en Suisse VUCAS

case postale 2408, 8021 Zurich 1

Adressen

Geschäftsstelle

Travail.Suisse

Hopfenweg 21, Postfach, 3001 Bern
Tel. 031/370.21.11 Fax. 031/370.21.09
e-mail: info@travailsuisse.ch
www.travailsuisse.ch

Mitgliedsorganisationen

Syna

Römerstrasse 7, Postfach, 4601 Olten
Tel. 044/279.71.71 Fax. 044/279.71.72
e-mail: info@syna.ch
www.syna.ch

Organizzazione Cristiano-Sociale Ticinese OCST

Via Balestra 19, 6900 Lugano
Tel. 091/921.15.51 Fax. 091/923.53.65
e-mail: segretariato.cantonale@ocst.ch
www.ocst.ch

Hotel & Gastro Union

Adligenswilerstrasse 29/22,
Postfach 3027, 6002 Luzern
Tel. 041/418.22.22 Fax. 041/412.03.72
e-mail: info@hotelgastrounion.ch
www.hotelgastrounion.ch

transfair

Hopfenweg 21, Postfach, 3000 Bern 14
Tel. 031/370.21.21 Fax. 031/370.21.31
e-mail: zentralsekretariat@transfair.ch
www.transfair.ch

Syndicats chrétiens du Valais SCIV

Place du Midi 24
1950 Sion
Tel. 027/327.34.56 Fax. 027/327.34.59
e-mail: info@sciv.ch
www.sciv.ch

Angestelltenvereinigung AV Angestellte ABB

Brown Boveri Platz 3b, 5400 Baden
Tel. 058/589.37.17 Fax.058/589.21.23
e-mail: pasqua.de-masi@avabb.ch
www.avabb.ch

Verband der Fachhochschuldozierenden

Schweiz FH-CH

c/o Denise Martin, Geschäftsleiterin,
Hofmatt 42, 5112 Thalheim
Tel. 056/443.06.03 Fax. 056/443.06.04
e-mail: denise.martin@fh-ch.ch
www.fh-ch.ch

Verband der Personalvertretungen der Schweizerischen Elektrizitätswirtschaft VPE

3003 Bern
Tel. 0844/873.873 (4 Rp./Min.) Fax. 071/757.94.59
e-mail: info@vpe.ch
www.vpe.ch

Angestellte Drogisten Suisse

Gerbergasse 26, Postfach 644, 4001 Basel
Tel. 061/261.45.45 Fax. 061/261.46.18
e-mail: info@drogisten.org
www.drogisten.org

Verband der Ungarischen Christlichen Arbeitnehmer/innen der Schweiz VUCAS

Postfach 2408, 8021 Zürich 1

Travail.Suisse

Hopfenweg 21
PF/CP
CH-3001 Bern
T 031 370 21 11
info@travailsuisse.ch
www.travailsuisse.ch